

Lutte ouvrière

PEROU :
unanimité
contre
le régime

(p. 10 et 11)

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 828 - 14 avril 1984 - prix : 6 F



Tous avec les sidérurgistes



sommaire

Dans le monde

Page 8 :

- Le coup d'Etat raté au Cameroun.
- Une bataille de cliques.
- Une prospérité bien relative.

Page 9 :

- Grande-Bretagne : un mois de grève dans les mines.

Pages 10 et 11 :

- Pérou : l'unanimité contre le régime.
- L'usure du pouvoir dans un pays en crise.
- Le Pérou en banqueroute.
- Le développement de la guérilla.

Page 20 :

- Nicaragua : Reagan fait la guerre au régime sandiniste, et il ne s'en cache pas.
- Un million de Brésiliens dans la rue.

En France

Pages 4 et 5 :

- Le « bon sens » de Mitterrand.
- Les gadgets de « Monsieur Lorraine ».
- Restructurations : des années de gâchis et de promesses.
- Sacilor avant la montée sur Paris.

Page 6 :

- Auvergne : les luttes des travailleurs contre les fermetures d'usines et les licenciements.
- Hôpital Sud de Rennes : une situation critique.

Page 12 :

- Police : le panier à salades.
- L'affaire des Irlandais : quand les gendarmes mitonnaient une belle bavure.

Page 13 :

- Dans les entreprises : Chantiers de La Ciotat ; Citroën ; Thomson Gennevilliers.
- Les viticulteurs en colère.

Pages 14 et 15 :

- Dans les entreprises : RVI Limoges ; Aciers et Outillage Peugeot (Audincourt) ; CFR Le Havre.
- Mélius (Sainte-Florine) : coopérative ouvrière ou société anonyme, c'est toujours l'exploitation.
- AZF (ex-APC) Toulouse : la direction provoque.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *La guerre de mille ans* de J. Randal ; *Hospitalité française* de Tahar Ben Jelloun ; *Les petites Espagnes* de Chabrol et Marti ; *L'enfant double* de G.-E. Clancier ; *La troisième vérité* de L. Borodine.
- Théâtre : *Ne m'appellez jamais nègre*.
- Films : *L'addition* ; *Sueurs froides*.

Pages 18 et 19 :

- Films : *Vent de sable* ; *Biquefarre* ; *Tendres passions* ; *L'affrontement*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Il n'y a pas 30 millions pour les Tanneries d'Annonay, mais il y a un milliard pour le fromage de Hollande du Crédit Lyonnais

Selon la presse financière, qui reproduit les déclarations de Deflassieux, P-DG du Crédit Lyonnais, la banque a encore dépensé l'année dernière un milliard de francs pour boucher les comptes de sa filiale néerlandaise, l'ancienne banque Slavenburg rebaptisée Crédit Lyonnais Nederland. « La fin de l'hémorragie qui aura coûté un milliard de francs de provisions au Crédit Lyonnais en 1983 est prévue pour début 1985, avec l'équilibre financier dans deux ans et le remboursement des investissements consentis dans trois ou quatre ans », écrit le journal *L'AGEFI* du 6 avril.

En attendant, le Crédit Lyonnais a donc bel et bien dépensé l'année dernière (et cela continuera encore en 1984, annoncent les banquiers) un milliard de francs pour boucher les comptes et les pertes de cette banque qu'il a achetée fin 1980. L'année dernière Deflassieux, contraint de venir s'expliquer sur cette malheureuse opération de spéculation ratée, reconnaissait que la banque avait été « un peu chère » et qu'elle avait coûté 1,6 milliard de francs. La note actuelle serait donc comprise entre 2 et 3 milliards de francs. Tout cela parce que le Crédit Lyonnais a voulu avoir « sa » banque aux Pays-Bas, afin de ne pas rester à la traîne par rapport à ses concurrents Paribas, IndoSuez, la Société Générale et la BNP qui avaient la « leur ». Mais l'opération (décidée en commun par le giscardien Brosso-

lette, P-DG de la banque en 1980, et par son collaborateur Deflassieux, membre du Parti Socialiste, qui se vante de fréquenter Mauroy, et actuel P-DG du Crédit Lyonnais) a été un fiasco. La banque hollandaise était un fromage plein de trous et les anciens actionnaires, liés semble-t-il à la Mafia, l'avaient mise en quasi-faillite.

Il reste que l'opération a coûté, pour la seule année dernière, l'équivalent du dixième du déficit annuel de la sidérurgie, dont le gouvernement prétend qu'il est intolérable et qu'il justifie le licenciement de 20 000 ou de 25 000 travailleurs.

Moins de deux semaines avant l'annonce de ces résultats, le même Deflassieux faisait appeler plusieurs cars de CRS pour s'opposer à l'entrée dans la banque de travailleurs et de syndicalistes des Tanneries d'Annonay. Ceux-ci, qui s'efforcent de faire redémarrer l'entreprise, venaient demander au Crédit Lyonnais, qui est l'un des banquiers des Tanneries, d'accorder un crédit de 30 millions de francs pour sauver leurs emplois, soit un trentième de ce qui a été englouti pour faire face aux dettes de la Slavenburg en 1983... Le P-DG « socialiste » Deflassieux peut bien, après cela, déclarer au journal financier anglais *The Financial Times* du 6 avril : « Je suis un banquier, pas un bolchevik ». Là-dessus, on le croit volontiers.

Une interview improvisée de Huguette Bouchardeau

Vendredi 6, le Printemps de Bourges recevait la visite du ministre de l'Environnement, Huguette Bouchardeau.

Comme toujours en pareil cas, les organisateurs avaient bien fait les choses pour le spectacle du soir sous le chapiteau, en lui réservant les meilleures places assises.

Mais pendant près de deux heures, il a été bien difficile de garder ces places vides, alors que des milliers de gens étaient debout.

Aussi lorsqu'elle arriva enfin, 1 h 30 après le début du spectacle, l'accueil ne fut pas très chaleureux.

Un court dialogue s'engagea avec une spectatrice :

« Alors, tu es à l'aise dans ce gouvernement ? »

— L'important ce n'est pas d'être pour ou contre, c'est d'être dedans.

— Et les sidérurgistes lorrains licenciés, tu es de leur côté ou du côté du gouvernement ?

— Il n'y a pas de licenciements en Lorraine.

— Tu devrais aller leur dire en face, aux sidérurgistes lorrains... »



Mais elle esquiva pour expliquer qu'au gouvernement il était possible de faire des choses positives.

A la question : « Mais on ne t'entend pas souvent. Alors, à quoi tu sers ? » elle préféra ne pas répondre non plus.

Correspondant LO

Quand les banquiers prennent leurs clients pour des demeurés

Pour rogner sur les faux frais et gagner un peu plus d'argent, la Banque Populaire de l'Yonne et celle de la Franche-Comté ont décidé d'envoyer à leurs clients des extraits de compte bimensuels, à la place des extraits de compte journaliers ou hebdomadaires.

Encore faut-il convaincre le client. Aussi ces banques envoient-elles des avis publicitaires lui expliquant que, plus les prestations diminuent, mieux c'est pour lui :

« Faire ses comptes est un exercice utile. Et nécessaire. Mais pas nécessairement agréable. Alors pourquoi s'y remettre chaque semaine ? »

Aujourd'hui, bien gérer son budget, c'est avoir une vision d'ensemble. Avoir le recul suffisant pour apprécier correctement les événements. Et prendre les mesures qui s'imposent. En pleine connaissance de cause.

Nos clients sont unanimes sur ce point : un relevé toutes les 2 semaines est un très bon outil pour gérer son budget.

Voilà pourquoi nous avons décidé de généraliser cette formule en l'étendant à l'ensemble de notre clientèle.

Les clients sont d'autant plus unanimes que ceux dont l'avis a été demandé ne doivent pas être nombreux. Voilà pourquoi également on généralise une formule qui n'existait pas !

Correspondant LO

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

TOUS AVEC LES SIDÉRURGISTES

DES dizaines de milliers de sidérurgistes manifestent ce vendredi à Paris. Ils sont venus là pour que l'on entende leur rage et leur colère. Ils manifestent pour que tout le monde sache que Mitterrand les a trompés et qu'ils ne sont pas consentants. Ils ne croient pas plus aux promesses de Mitterrand qu'aux innovations de Fabius qui ne sont destinées qu'aux patrons.

Eh bien ils ont raison.

Et si les dirigeants syndicaux de ce pays — et en premier lieu ceux de la CGT, oui, la CGT parce que c'est le syndicat le plus important — étaient au service de la classe ouvrière, ils auraient lancé un mot d'ordre de grève générale dès l'annonce des licenciements, dans toute la France, pour que les travailleurs prennent conscience de leur force. Oui, ce vendredi 13 avril, ils auraient appelé tous les travailleurs, toutes les travailleuses de la région parisienne, ouvriers, employés, fonctionnaires, à faire grève pour pouvoir manifester avec les sidérurgistes contre le plan acier, bien sûr, mais aussi contre toute la politique anti-ouvrière du gouvernement dont la classe ouvrière de ce pays n'a pas fini de subir les effets.

En ne prenant pas de telles initiatives nationales, en se contentant de laisser des sections syndicales, des militants faire ce qu'ils pouvaient, les dirigeants syndicaux ont contribué, sciemment — car ces gens-là ne sont pas des imbéciles — à encourager le reste de la classe ouvrière à rester passive. Oui, tous ces hommes-là comme les dirigeants des partis gouvernementaux veulent bien que la classe ouvrière dise quand on lui fait mal. Mais ils veulent qu'elle le dise le plus sagement possible. Ils misent, comme les patrons, comme le gouvernement, sur la résignation et la démoralisation des travailleurs. Et quand ils proposent des actions, des manifestations, des grèves, parfois avec occupation, c'est au coup par coup, usine par usine, région par région parce qu'ils savent que ni la bourgeoisie ni le gouvernement n'ont vrai-

ment rien à redouter des luttes isolées.

Ce même vendredi, le CCE de Citroën doit décider d'un plan de 6 000 suppressions d'emplois. Mauroy lui-même annonce 200 000 chômeurs de plus dans les mois à venir, et Ralite en prévoit encore plus. Et la réalité sera, n'en doutons pas, bien supérieure aux prévisions car le patronat revendique à cor et à cri encore plus de liberté pour licencier.

Alors, non, ce n'est plus le moment de nous laisser diviser ni par le patronat, ni par le gouvernement, ni par les dirigeants syndicaux. Au contraire, il faut faire de chaque train de licenciements, de chaque fermeture d'usine, de chaque attaque contre les travailleurs l'affaire de tous. Oui l'affaire de tous, et pas seulement l'affaire de ceux qui sont directement concernés. Car ce ne sont pas les travailleurs menacés de licenciements qui sont les mieux placés pour gêner la bourgeoisie et lui faire peur.

Ce qui peut faire peur à la bourgeoisie, ce qui peut faire peur au patronat et au gouvernement, c'est que la classe ouvrière prenne le mors aux dents, comme les sidérurgistes. C'est que les travailleurs fassent grève tous ensemble. C'est qu'ils manifestent tous ensemble. C'est qu'ils aillent encore plus loin et ne respectent pas les décisions prises contre eux.

Les travailleurs de ce pays sont tous concernés, tous visés. Mais les dirigeants syndicaux en éparpillant les luttes empêchent que la classe ouvrière prenne conscience de sa force. C'est pour cela qu'ils se sont refusés à organiser la grève générale le vendredi 13 avril.

Eh bien maintenant, c'est tout de même l'organisation d'une telle grève qui est à l'ordre du jour. Oui, il faut que la lutte des travailleurs de chez Talbot, il y a trois mois, celle des sidérurgistes de Lorraine soient en réalité les premières manifestations d'un mouvement général, d'une lutte générale de la classe ouvrière contre les exploiters.

Arlette LAGUILLER

NEUF SOLDATS FRANÇAIS TUÉS AU TCHAD

Pour que vivent les dictatures africaines et les intérêts impérialistes français en Afrique

Le geste de colère du frère de l'un des neuf soldats français morts au Tchad la semaine dernière, qui s'est lancé en voiture sur le cortège funèbre, ratant de peu le ministre de la Défense lui-même, a suscité pas mal d'émotion, et parmi les officiels et parmi les journalistes qui ont relaté l'histoire.

« Morts pour la France » paraît-il ! Décorés de la médaille militaire à titre posthume dans une guerre qui ne veut pas dire son nom mais qui, au fil des mois, fait des morts, même de façon absurde, par accident, comme c'est peut-être le cas cette fois-ci. Car la version officielle arrachée, au bout de cinq jours, à Charles Hernu, fait état d'une manipulation imprudente, par un sapeur, d'un vieil obus libyen resté dans le désert.

Mais au nom de quoi fait-on mourir des jeunes aujourd'hui au Tchad ! Pour une « cause noble », « pour l'honneur de la France », a-t-on dit à une des mères des soldats tués. « Mais le Tchad n'est pas la France, à

ce que je sache », a-t-elle répondu en substance. Alors au nom de quoi ?

Eh bien, Charles Hernu, ministre socialiste de la Défense, l'a rappelé ouvertement. Des soldats se font tuer au Tchad « pour éviter, a-t-il dit, des entreprises de déstabilisation de l'Afrique. La France a pris ses responsabilités et ses armées sont présentes au Tchad avec honneur et courage. Elles y sont avec la reconnaissance de la quasi totalité de la communauté des Etats africains représentés au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine... ». Ce qui lui a valu de nombreux applaudissements du côté de la droite, comme de la gauche...

En d'autres termes, et plus crûment, des jeunes vont se faire tuer au Tchad pour que le gouvernement français puisse continuer à jouer son rôle de protecteur, non seulement des intérêts impérialistes français dans ce pays mais dans toute l'Afrique francophone. Pour que des dictateurs passés, en place ou à venir, des Bokassa,

des Bongo, des Houphouët-Boigny, ou leurs émules, soient bien convaincus que ce gouvernement, tout socialiste qu'il se dise, est leur meilleur allié, leur fidèle protecteur. Et qu'ils peuvent compter sur la France pour museler leurs peuples et les maintenir dans l'oppression et la misère.

Voilà la belle mission de ces jeunes qu'on envoie mourir au loin ! Et le geste de révolte et de refus du frère de l'un d'eux est un geste bien plus sensé qu'on veut le dire. C'est peut-être cela d'ailleurs qui gêne aujourd'hui les officiels, les Hernu, les Mauroy qui se sentent obligés de donner des explications vraies ou fausses.

Eh oui, il n'est pas si mauvais que tous ces gens-là, qui mettent des travailleurs au chômage et envoient des soldats au casse-pipe ne se sentent pas à l'abri des gestes de révolte et des coups de colère. A force de jouer avec la peau des autres...

Anne GARBE



Le « bon sens » de Mitterrand

« Peut-on consacrer des subventions à des entreprises déficitaires (...) tandis que les difficultés d'emploi existent partout en France (...), ou plutôt consacrer ces crédits, ou d'autres, à des technologies d'avenir ? ».

En posant cette question, Mitterrand prétendait s'adresser aux gens « raisonnables », leur parler le langage du bon sens, pour justifier son nouveau plan acier.

Mais où est le bon sens là-dedans ? En tout cas certainement pas dans le fait de priver des dizaines de milliers de travailleurs de leur emploi, alors que du travail il n'y en a déjà pas pour plus de deux millions de chômeurs dans ce pays !

Alors Mitterrand voudrait nous faire croire que son bon sens consiste à couper les vivres aux industries déficitaires pour les donner aux « technologies d'avenir ».

La belle nouveauté ! Parce que ce que nous sert Mitterrand aujourd'hui, c'est la même fable que les gouvernements précédents nous ont

servie pendant des années. Pendant des années, on nous a expliqué que la sidérurgie française était vieille et qu'il fallait payer pour qu'elle soit plus moderne, c'était les « technologies d'avenir de l'époque ». Le bon sens c'était alors, nous disait-on, de fermer les vieilles aciéries déficitaires pour les remplacer par des neuves plus compétitives. Les sidérurgistes de Fos en savent quelque chose : il y a dix ans, leur aciérie était l'une de ces installations d'« avenir » dont le gouvernement se montrait si fier et qu'il avait bâtie à grands frais. C'est-à-dire aux

frais des contribuables. Et aujourd'hui, Fos est l'une des usines dont le « bon sens » de Mitterrand exige la fermeture !

Pendant toutes ces années, plus de 100 milliards de francs sont ainsi passés des caisses de l'Etat à celles des trusts de la sidérurgie. Et pendant que les contribuables leur offraient des usines flamboyantes neuves, les De Wendel et les autres supprimaient 40 000 emplois. Et surtout ils utilisaient une bonne part de l'argent qu'ils recevaient de l'Etat pour diversifier leurs activités et s'implanter dans d'autres secteurs que la sidérurgie.

Ensuite, la sidérurgie a été nationalisée et, une fois les anciens actionnaires grassement indemnisés, rien n'a changé. Simplement, les principaux bénéficiaires des sub-

ventions qui continuaient à tomber régulièrement furent désormais les constructeurs d'usines, de machines, toutes ces sociétés qui font justement du profit en modernisant les entreprises des autres.

Aujourd'hui, la fable reste la même, seul l'emballage en est un peu modifié. Mitterrand nous dit que les subventions qui allaient à la sidérurgie doivent aller ailleurs, dans des secteurs plus compétitifs. Peut-être que les capitalistes trouvent qu'après tout la sidérurgie n'est plus ce qu'elle était, et qu'ils souhaitent voir les subventions tomber dans d'autres secteurs aussi. En tout cas, Mitterrand leur donne toutes les assurances que les subventions ne vont pas s'arrêter.

Et on sait par avance ce qu'ils vont en faire, de ces subventions. Cela fait assez

longtemps qu'on les voit faire. Même les ministres de Mitterrand sont les premiers à dire qu'en France les patrons n'investissent pas. Et demain comme hier, ils ne s'en serviront pas pour préparer l'avenir, comme le prétend Mitterrand. Ils ne créeront pas cette industrie de pointe pour laquelle les sidérurgistes sont censés perdre leurs emplois.

Non, cet argent — notre argent — ils s'en serviront pour faire des profits rapides, sans risque à leurs yeux, en spéculant sur les devises ou les actions, ou encore en le prêtant à l'Etat américain ou à tout autre gros emprunteur qui inspire confiance et paie de gros intérêts.

C'est cela, le bon sens de Mitterrand. C'est le bon sens du profit, celui des capitalistes. Mais à coup sûr pas celui des travailleurs.

Les gadgets de « Monsieur Lorraine »

Fabius, intronisé « Monsieur Lorraine », s'en est allé là-bas mardi 10 avril pour discuter avec les représentants de la région : députés, représentants des syndicats et des patrons, etc.

Discuter de quoi ? Pas du plan acier, qui n'est pas négociable, mais du plan « ambitieux » — c'est le mot de Mitterrand — que le gouvernement serait en train de mettre en place pour venir en aide à la Lorraine.

De fait, il n'a annoncé qu'une nouveauté. Elle se résume à la prise en charge, pendant trois ans, sur les fonds publics, des cotisations sociales des employeurs pour toute création « nette » d'emplois (c'est-à-dire effective) dans les « deux pôles de conversion » (Neuves-Maisons et Longwy).

Cela revient en gros à consentir aux industriels, artisans, etc., créateurs d'emplois, un rabais d'un tiers sur les dépenses salariales pour tout nouvel embauché ! Un beau cadeau pour les patrons.

Que ce soit une mesure efficace, c'est une autre affaire. Elle incitera sans doute des entreprises à déplacer du personnel, en faisant passer cela pour des embauches, ou à se déplacer elles-mêmes pendant les trois ans que dureront cette « franchise »... avant de mettre la clé sous la porte ou de licencier... Il y a un précédent au moins : la région de la Chiers, dans les Ardennes, a bénéficié d'une « franchise » analogue : deux entreprises s'y sont créées, ont tourné pendant deux ans, la durée des exonérations, avant de disparaître !

Et chacun sait de toute façon que, si création d'emplois il y a à la suite de cette mesure, cela se fera au détriment des autres régions. Peu importe, c'est la Lorraine en ce moment qu'on soigne.

En tout cas, le seul à applaudir franchement à cette mesure, c'est Yvon Gattaz, le président du CNPF. Il rêve sans aucun doute à l'extension de cette mesure à toute la France !

Fabius a annoncé ainsi qu'un certain nombre de centres administratifs (comme la direction de Sacilor) seraient transférés en Lorraine. Pour le reste, il n'a fait que confirmer les mesures déjà annoncées antérieurement, en y apportant quelques précisions : c'est-à-dire que, sur le plan financier, l'Etat prévoit de débloquer 1,7 milliard de francs, dans le cadre d'un contrat de plan passé avec la région (ce qui, selon F. Guillaume, le Président du Conseil Economique et Social de la région, correspondrait au plan 1984-88, plan mis en route avant que ne soient connues les décisions de licencier dans la sidérurgie). Cette somme comprend en outre les 500 millions de francs du « fonds d'industrialisation » déjà annoncé fin 1982.

D'autre part, le gouvernement a fait appel aux entreprises nationalisées pour qu'elles décentralisent et construisent des unités de production dans les régions les plus touchées par le chômage.

Un autre « effort » financier du gouvernement doit porter sur la modernisation d'entreprises existantes, par un sou-



tien aux « investissements innovants » ! Dans le même ordre d'idées, 18 millions de francs sont prévus en faveur de « l'artisanat traditionnel ».

Quant aux projets « ambitieux » du développement de centres de recherche régionaux, la création d'un centre de production audiovisuelle et d'industries à haute technologie, cela transformera peut-être la Lorraine en un laboratoire d'essais, mais ce n'est en tout cas pas cela qui donnera du travail aux sidérurgistes licenciés, pas plus que les quelques crédits alloués à la formation professionnelle en micro-informatique pour les LEP et les FPA. Mitterrand, dans sa conférence de presse, avait parlé de la firme « Apple ». Le Monde a précisé que celle-ci allait peut-être effectivement créer en Lorraine... 30 emplois !

Restent les projets de grands travaux : construction d'une ligne de TGV, de routes, aménagement de friches industrielles, etc. Verront-ils le jour ? Nul ne le sait.

Tout ceci ne provoque visiblement pas l'enthousiasme

des travailleurs lorrains, et on le comprend : les 25 000 emplois ne seront pas remplacés. Seuls quelques patrons petits ou grands pourront y trouver leur compte.

Marianne LAMIRAL

Atterrissage à l'aérodrome militaire, parcours ultra-secret jusqu'à la place de la préfecture déserte, toutes les rues étant barrées par des cars de CRS : Laurent Fabius n'était apparemment pas venu à Metz pour rencontrer les sidérurgistes lorrains.

Toutes les délégations devaient montrer patte blanche et passer entre des barrières pour accéder à la préfecture transformée en forteresse.

Les travailleurs de Gandrange attendront face aux CRS le retour d'une délégation, à laquelle Fabius déclarera qu'il n'est pas là pour réviser le plan acier.

Comme le dira un sidérurgiste : « C'est nous qui descendons dans la rue et c'est aux patrons qu'on fait des cadeaux. A croire que c'est pour eux qu'on manifeste... ».

Correspondant LO

ET FAUSSES SOLUTIONS

La restructuration de la sidérurgie en Lorraine :

Des années de gâchis et de promesses

• LE GÂCHIS

La « modernité » ?

A entendre Mitterrand, ce sont des impératifs de modernisation qui obligent le gouvernement à faire des choix « douloureux » dans la sidérurgie et à fermer des installations. « Mutations technologiques » est le terme à la mode. En fait, ce sont des installations neuves, en Lorraine notamment, dont le gouvernement vient d'annoncer la fermeture, alors que des milliards viennent d'y être investis aux frais des contribuables.

Cette politique n'est pas nouvelle, d'ailleurs.

Hier...

En 1977 déjà, le P-DG d'Usinor annonçait la fermeture de l'usine de Thionville. Le haut-fourneau, qu'Usinor vantait comme le plus moderne d'Europe, était définitivement éteint. L'aciérie OBM, dont la construction avait déjà coûté 215 millions de francs en travaux préparatoires, ne devait jamais voir le jour.

A Gandrange...

C'est la même année, dans le cadre de son programme de modernisation, que Sacilor investissait 100 millions de francs pour la modernisation du train à fil de Gandrange, qui va maintenant être fermé alors qu'il est rénové.

A Longwy...

La même année, en 1977, 2 700 millions de francs ont été investis à Longwy pour la modernisation de la fabrication de

produits dont la plupart vont être abandonnés maintenant.

A Neuves-Maisons...

En septembre 1978, la situation financière de la sidérurgie est tellement catastrophique qu'un plan de sauvetage la fait passer sous le contrôle de l'Etat qui prendra à sa charge l'ardoise de 37 milliards de dettes laissée par les barons de l'acier.

Ce qui permettra à Chiers-Châtillon, passé sous le contrôle d'Usinor, de terminer en 1979 l'aciérie de Neuves-Maisons. Coût de l'opération : 192 millions de francs, sans compter tous les travaux de modernisation, de la filière fonte notamment. 730 millions de francs ont été ainsi investis. Le nouveau plan acier prévoit la fermeture de l'aciérie, qui a 5 ans, et l'abandon de la filière fonte sur le site de Neuves-Maisons.

• LES PROMESSES

Face à la colère des sidérurgistes, Mitterrand a promis un effort exceptionnel en faveur de la Lorraine : désenclavement routier, priorité pour les implantations des entreprises et reconversion dans les industries de pointe porteuses d'avenir, après la mise en place d'un programme de formation pour les travailleurs.

Là encore, rien de bien neuf !

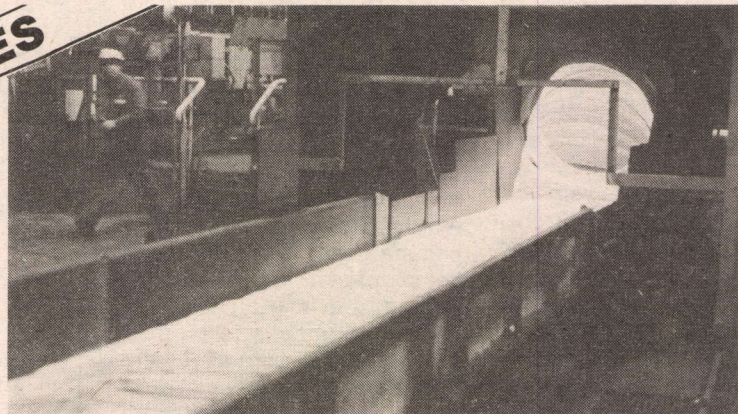
Le désenclavement

En décembre 1978, le gouvernement Barre annonçait 20 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie française. 15 000 emplois étaient supprimés en Lorraine. Face aux réactions des travailleurs et des élus le gouvernement annonçait des mesures exceptionnelles pour la région : un important programme de désenclavement routier, notamment la fin du désenclavement de Longwy, déjà promis par Pompidou lors de sa visite en Lorraine en 1972. Et la transformation de la RN4 en voie express, ce qui n'est toujours pas fait.

Pour les travailleurs licenciés, un « ambitieux programme de formation » devait être mis en place.

Mitterrand a de nouveau promis la même chose, avec le TGV en prime !

Seulement, d'après *Le Monde*, ce projet de TGV n'est même pas encore planifié. Il passerait après les projets de TGV Atlantique et Nord... s'il n'est pas reporté de Pâques à la Trinité : le TGV Lorraine ne serait viable que s'il continuait vers l'Allemagne, or celle-ci estimerait que la technologie du TGV est dépassée.



Les créations d'emplois...

Quant aux créations d'emplois, Giscard avait annoncé en 1979 à grand fracas de nombreuses implantations d'entreprises, notamment dans l'automobile et l'électronique. Avec à la clé des milliards de subventions et de primes pour les entreprises s'installant en Lorraine.

Pour l'automobile, 14 500 emplois avaient été programmés : 4 000 ont été créés. Ford et General Motors n'auront été que des mirages. Renault devait créer 3 000 emplois : 1 000 personnes travaillent actuellement à Batilly, avec du chômage technique. Renault n'envisage pas de faire plus.

Peugeot devait créer des milliers d'emplois à Villers, près de Longwy : la SFME, la filiale créée, emploie actuellement 120 personnes !

... et les mutations pour l'avenir

Quant à l'électronique, l'Electronique Marcel Dassault, qui devait créer 1 000 emplois à Longwy en 1979, ne s'est jamais implantée. Se sont implantées par contre la STAE à Gorcy, qui a déposé son bilan en 1983 après avoir empoché de multiples subventions. Tout comme Darlay Electronique à Villers et Elem ont fermé après avoir touché les primes d'installation !

Aujourd'hui le plan gouvernemental prévoit de nouveau la conversion industrielle dans cette branche. Mauroy a cité Matra, dont les dirigeants contactés par des journalistes ont affirmé qu'ils n'étaient au courant de rien... Reste Thomson, qui doit créer 300 emplois à Longwy, à l'usine de tambours de magnétoscopes de Villers-la-Montagne. Mais Thomson annonce ne pouvoir le faire qu'en réduisant les effectifs de son usine de Tonnerre... (sans compter que le trust est en train d'organiser lui-même la suppression de 6 000 à 7 000 emplois !).

LA RECONVERSION

Mauroy a aussi vanté à l'Assemblée le « très important programme portant sur la reconversion des sidérurgistes et sur la formation des demandeurs d'emploi qui a été décidé en faveur du bassin de Pompey ». A Pompey, où 2 300 emplois sont supprimés, seuls 100 sidérurgistes bénéficient annuellement d'une formation. Et pour quel débouché ? Seules deux entreprises, créant tout au plus 400 emplois, ont jusqu'à présent commencé leur implantation dans le bassin de Pompey.

Pour les travailleurs, la reconversion c'est du bidon. Et personne n'y croit !

Correspondant LO

Sacilor avant la montée sur Paris

A Sacilor, la semaine qui a précédé le 13 avril a été entièrement consacrée à la préparation de la montée sur Paris. Il y a eu 4 000 inscrits sur l'usine, ce qui représente la moitié des effectifs, des dizaines de bus et de trains spéciaux depuis Metz et Thionville. Chaque secteur a préparé activement ses pancartes, ses slogans sur son casque, sa tenue : vêtement d'amiante ou bleu sacilor pour les aciéries. Les maçons ont même obtenu des bleus neufs en menaçant leur chef d'inscrire sur leurs vieux bleus : « Le chef ne donne pas de bleus ».

Pour beaucoup, cette marche sur Paris était quelque chose d'important. Non pas qu'ils espéraient faire reculer Mitterrand par cette seule journée ; mais il fallait montrer que les sidérurgistes n'étaient pas prêts à se laisser licencier comme ça.

« Après le 13, on verra... », disent la plupart. Certains parlent d'occupation et de grève illimitée ; d'autres pensent à des actions spectaculaires. Mais il est certain que toute la mobilisation faite autour de la journée du 13 a fait passer au second plan la discussion sur les perspectives du mouvement.

Des actions isolées se poursuivent ici ou là : chargement de scories et de soufre déposé en pleine nuit devant la mairie de Rombas en forme de SOS ; occupation d'un émetteur de télé provoquant l'interruption de tous les programmes samedi soir. Mais, au-delà de ces actions isolées, certains ont conscience que c'est au niveau de toute l'usine qu'il faudra s'organiser pour pouvoir se faire entendre.

Correspondant LO

Les luttes des travailleurs contre les fermetures d'entreprises et les licenciements

Ces dernières semaines, une nouvelle vague de dépôts de bilans et de licenciements s'est abattue dans la région Auvergne, notamment dans le Puy-de-Dôme et dans l'Allier. Les travailleurs touchés réagissent par des grèves et des manifestations qui restent encore isolées.

C'est autour des trois principales villes de l'Allier que se concentrent les problèmes économiques et sociaux : à Vichy, après des centaines de licenciements à la Manhurin (fabriques d'armes), c'est dans la banlieue, à Bellerive, que 200 licenciements sont annoncés, dans une usine de confection de vêtements qui avait même des commandes pour l'armée.

Le dépôt de bilan entraîne la moitié du personnel au chômage. La filiale de Brioude, dans la Haute-Loire, sera définitivement fermée : tout le monde est licencié, sauf le directeur et une contremaître ! La filiale de Saint-Quentin ferme aussi, d'où une trentaine de licenciements.

Pourtant, cette usine avait touché des primes pendant trois années consécutives plus de 600 millions de centimes au titre du plan textile. Mais aucune embauche, aucune modernisation n'a été faite.

Toujours à Vichy, l'usine Ligier qui fabrique des voitures de petits formats et qui est une sous-traitance de Renault, licencie la moitié du personnel : 93 sur 180 personnes, plus une quinzaine de pré-retraités.

Officiellement, c'est la crise automobile qui a fait chuter les ventes et les commandes. Ligier a pourtant reçu des subventions et s'est lancé dans la fabrication des voitures et de mini-camions pour les PTT. Il envisage même de se lancer dans la moto avec un fabricant italien, Cagiva, pour faire concurrence aux fabricants japonais qui occupent plus de 90 % du marché français...

Cet ami de longue date de Mitterrand, s'il ne manque pas d'idées, n'a pas le cœur très socialiste : les licenciements annoncés sont à ses yeux le seul moyen de sauvegarder les emplois restants, et il n'est pas même question d'envisager des solutions de réinsertion ou de reclassement pour les chômeurs qu'il fabrique. C'est

avec ce chantage qu'il fait pression sur le personnel en grève et qu'il appelle la mairie à refaire tourner les ateliers.

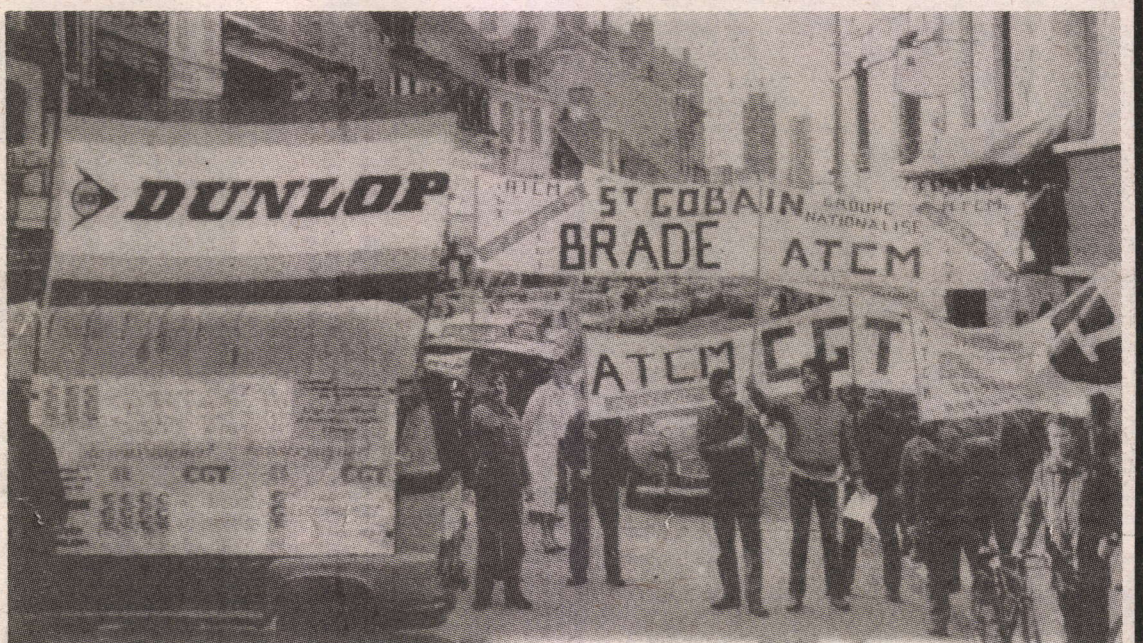
A Moulins, c'est l'usine Potain qui tient la vedette : c'est une fabrique de grues, essentiellement destinées au bâtiment, et qui occupait jusqu'ici 600 salariés.

Mais là encore, avec la crise du bâtiment (plus de 700 emplois supprimés l'an dernier dans ce secteur, dans le département de l'Allier) et avec aussi la concurrence des fabricants allemands comme Liebherr, Potain a mis au point un « plan de redressement économique ». Pour rééquilibrer le budget, il faut « dégraisser » : 161 licenciements ont été demandés 146 acceptés par les services préfectoraux et l'inspection du travail. A Commentry, ville très industrielle, à proximité de Montluçon, où Potain possède une filiale avec 150 salariés, elle doit fermer, et seuls une vingtaine de travailleurs y resteront, juste pour liquider l'entreprise. Au total il y a à peine 20 pré-retraités.

Mais quand les 278 lettres de licenciement sont arrivées au domicile de leurs destinataires le samedi 31 mars, ce fut le coup de colère. Depuis lundi 2 avril, l'usine est occupée, l'électricité est coupée, les portes cadenassées. La maîtrise et l'encadrement ont été expulsés. Les grévistes ont bloqué à plusieurs reprises la circulation en ville et sont allés faire brûler des vieux pneus et de la paille devant la mairie d'Yzeure et la préfecture de Moulins. Le député-maire socialiste a reconnu que les promesses du ministre de l'Industrie, Laurent Fabius, n'ont pas été tenues.

Pour le moment, la grève continue, malgré le chantage du patron qui essaie d'apitoyer le monde sur son sort et qui déclare à la fois « la situation déchirante » pour ceux qu'il jette à la porte, mais qu'il faut avant tout « sauver la réputation de l'entreprise compromise par la grève et les affiches ! ». Mais c'est surtout sur Montluçon, avec la situation chez Dunlop, que l'attention se concentre.

Correspondant LO



DUNLOP RACHETÉ PAR SUMITOMO :

1000 travailleurs restent sur le pavé

La firme japonaise Sumitomo l'a donc emporté sur l'association Michelin-Pirelli-Tréca pour la reprise de Dunlop-France. Et cela met un terme à six mois de tractations laborieuses.

En effet cela fait six mois, depuis le dépôt de bilan du 6 octobre dernier, que les travailleurs de Dunlop continuent de travailler sans savoir quel plat on va leur servir. De l'aveu même des *Echos* (10/4/84), pendant ce temps, les usines Dunlop ont continué à fonctionner avec un rendement meilleur qu'auparavant. Cependant ils ne savaient toujours pas si la paye d'avril pourrait être versée ! Il fallait donc que le dossier Dunlop soit bouclé.

Dans cette affaire, Sumitomo, le troisième groupe industriel japonais, a toutes les raisons de se réjouir. Il avait acheté les filiales de Dunlop en Allemagne et en Grande-Bretagne en septembre 1983 et s'était placé aussitôt sur les rangs des acquéreurs de Dunlop-France, afin de confirmer sa percée sur le marché européen du pneumatique, alors qu'il détient déjà 7 % du mar-

ché mondial (après Goodyear 20 %, Michelin 18 %, Firestone 10 % et un autre japonais, Bridgestone 10 %).

C'est donc chose faite et, qui plus est, il récolte au passage une belle poignée de millions. En effet, bien que Sumitomo n'ait sollicité aucun concours financier « exceptionnel », il bénéficie cependant de 300 millions d'aides de l'Etat, qui devraient être investis d'ici trois ans dans la modernisation de l'appareil de production de Dunlop-France, et de 60 millions de francs de prime au titre de l'aménagement du territoire. Comme quoi les capitalistes qui se font prier pour prendre des « risques », comme ils disent, n'en prennent jamais les poches vides.

Par ailleurs, toujours au titre des bonnes affaires, Sumitomo rachète au prix de 250 millions de francs, payables en huit ans, l'ensemble des départements de production de Dunlop qui sont estimés à 370 millions de francs (d'après *Les Echos*) : pneumatiques, roues, literie, article de sport, à l'exception du pneu poids-lourd de Montluçon et de la fabrication des jantes au Bourget,

laissant ainsi sur le carreau 2 000 salariés.

Michelin de son côté fait grise mine. En effet il lorgnait la possibilité de récupérer les 8 % du marché national que détient Dunlop, et en particulier l'activité pneu, qui représente quelque 2 milliards de chiffre d'affaire. Il paraît même, d'après *Libération* (10/4/84), que le Bibendum français aurait tenté de faire alliance avec Goodyear pour contrer la concurrence du pneumatique japonais aux USA, si la firme américaine l'aidait à l'empêcher en France. Mais ce fut sans succès. Michelin en voulait trop. Il voulait en effet 1 000 suppressions d'emplois supplémentaires et, de la part de l'Etat, une aide de 1,4 milliard pour faire tourner Dunlop.

Alors aujourd'hui la CGT s'estime contente que la solution japonaise ait prévalu, car c'est celle qui comprenait le moins de suppressions d'emplois. Soit. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que 2 000 travailleurs se retrouvent tout de même sur le pavé.

Correspondant LO.

HÔPITAL SUD DE RENNES : Une situation critique

La situation de certains services de l'Hôpital Sud ne cesse de se dégrader, faute de personnel et de moyens.

Dans le service de Gynécologie, où sont aussi accueillis les malades de Chirurgie vasculaire, la charge de travail est telle qu'il ne se passe pas une journée sans que le personnel ne fasse des heures supplémentaires. Bien que le nombre de lits ait été doublé dans les chambres, il manque toujours des lits et les malades en sur-nombre sont casés en Chirurgie ou en Médecine, selon les

possibilités.

En Chirurgie digestive, où sont soignés des malades qui demandent des soins intensifs justifiant leur placement dans un service de réanimation, les conditions de travail sont particulièrement dures. Depuis un mois, la situation s'est aggravée. Pour soigner tous les malades, nous sommes souvent obligés de faire jusqu'à deux heures supplémentaires par jour. C'est une course permanente et la tension est telle que certains d'entre nous craquent nerveusement.

Pourtant cette situation n'a pas l'air de troubler beaucoup la direction. Il a fallu que des représentants du personnel lui mettent les points sur les « i » pour qu'elle daigne se rendre compte qu'il devenait urgent de faire quelque chose.

Mais que faire ? A cause de la politique de la santé menée par le gouvernement, l'ensemble du CHR de Rennes, qui emploie 5 000 agents, a bénéficié d'une seule création de poste pour 1984...

Alors, la direction se trouve obligée de piocher dans les

services voisins pour trouver le personnel nécessaire aux services les plus chargés.

Avec de telles méthodes, elle ne réussit qu'à organiser la pagaille. Aujourd'hui tous les services se ressentent du manque de personnel. De plus, comme les services sont très spécialisés, les nouveaux venus dans un service ont bien du mal à se mettre dans le coup. Sans grande efficacité, ces sauvetages au jour le jour irritent tout le monde, d'autant qu'il devient de plus en plus difficile de prendre des congés, car les

gens en vacances sont rarement remplacés.

Tout cela entraîne un ras-le-bol du personnel de l'ensemble de l'Hôpital Sud. Pour dénoncer cette situation qui met les malades en danger et aggrave nos conditions de travail, une pétition est aujourd'hui largement signée.

Nous comptons bien être nombreux à la porter au directeur, pour lui dire à deux doigts des moustaches tout ce que nous avons sur le cœur.

Correspondant LO.

Les dirigeants du Parti Communiste solidaires du gouvernement

Si le PC avait un peu monté le ton par ses déclarations, juste après l'annonce des 25 000 licenciements dans la sidérurgie, trouvant que le plan était une « mauvaise chose », si Marchais n'avait pas exclu qu'il puisse participer à la manifestation des sidérurgistes, cela ne dura pas longtemps.

Même en paroles (car il en est toujours resté aux paroles !), le PC est vite rentré dans le rang. *L'Humanité* du 10 avril titrait : « Pas de polémique, l'union », reprenant une déclaration d'André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale à sa sortie d'une entrevue avec Mauroy qu'il a qualifiée d'« extrêmement amicale, franche et positive ». « Alors qu'il y a une offensive de la droite et des forces de la finance, il faut une mobilisation populaire (...), la droite se mobilise, la droite s'unit, il faut donc s'unir, (...) ça n'est pas le moment de se lancer dans des polémiques », a-t-il déclaré, dédouanant ainsi le gouvernement de gauche, en désignant comme seule cible aux travailleurs la droite.

« Nous n'avons pas l'intention de chapeauter quoi que ce soit », a-t-il poursuivi pour expliquer qu'aucun dirigeant du PC ne participerait à la manifestation des sidérurgistes.

Ainsi, alors que Mitterrand et son gouvernement



Lajoinie, à la sortie de son entrevue avec Mauroy le 9 avril. Cette entrevue a été « extrêmement amicale, franche et positive ». Ça se voit !

restent intransigeants sur leurs positions, qu'ils organisent le licenciement de milliers de travailleurs aujourd'hui dans la sidérurgie, demain dans l'automobile et dans d'autres secteurs, le PC réaffirme finalement nettement sa solidarité avec ce gouvernement qui mène une politique anti-ouvrière. Et s'il est capable de temps à autre de prendre, ou d'avoir l'air de prendre, ses distances, en paroles, d'avec le gouvernement, s'il se permet de critiquer des mesures gouvernementales, s'il veut faire mine d'exprimer le mécontentement de sa base, déçue et indignée, c'est pour canaliser ce mécontentement, ne pas se couper des travailleurs et finalement les raccrocher au char de ce gouvernement qu'il a choisi de soutenir. Il

se montre prêt à tout avaler, tout cautionner, pour rester dans le gouvernement de la bourgeoisie.

Si des travailleurs, des militants du PC avaient eu un instant l'espoir que leurs dirigeants allaient se décider à organiser la lutte contre ces plans anti-ouvriers, ils ne peuvent aujourd'hui qu'être déçus.

Si le PC a un peu haussé le ton pour critiquer ces licenciements, et c'est bien le moins qu'il ait pu faire vis-à-vis de ses militants et sympathisants qui avaient la rage au cœur de voir le gouvernement de gauche mener une politique pire que celle de la droite, il tient à montrer clairement qu'il a choisi son camp, et que ce n'est pas celui des travailleurs, mais bien celui de la bourgeoisie.

Laurence VINON

Solidarité avec Zbigniew Kowalewski

Zbigniew Kowalewski, ancien dirigeant en Pologne de Solidarnosc, pour la région de Lodz, a été prévenu par les autorités françaises qu'il n'aurait pas le droit de séjourner sur le territoire français au-delà du 28 avril.

Ayant refusé de demander l'asile politique pour ne pas être accusé par le gouvernement polonais d'avoir abandonné sa nationalité de son plein gré, il était resté en France avec un simple carte de résident étranger qu'il faisait renouveler, depuis décembre 1981, date à laquelle le coup de force de Jaruzelski l'avait surpris ici.

Le motif officiel invoqué par la préfecture, couverte par le ministère de l'Intérieur, est que

Z. Kowalewski ne pourrait plus « justifier de moyens d'existence personnels ».

L'administration peut toujours trouver des motifs juridiques pour expulser un « étranger ». Mais ce n'est pas un problème juridique. Kowalewski est un militant ; et un militant qui se réclame du mouvement ouvrier et du socialisme. Et le fait que ce soit un gouvernement qui se prétend socialiste qui envisage de l'expulser juge ce gouvernement. Et il est même parfaitement possible, comme le suppose le collectif de soutien qui s'est constitué pour empêcher l'expulsion de Kowalewski, que le gouvernement socialiste actuel veuille donner un gage au gouvernement polonais dans le cadre de la récente évolution des rela-

tions entre les deux Etats.

Nous sommes bien entendu entièrement solidaires de Kowalewski face à l'administration préfectorale et au gouvernement.

Kowalewski ne doit pas être refoulé du territoire français. Les autorités françaises doivent revenir sur leurs décisions.

PS. : Un certain nombre de personnalités d'opinions diverses, des militants politiques et syndicaux, ont constitué un collectif de soutien à Zbigniew Kowalewski, et fait signer un appel en faveur de ce dernier. L'adresse de ce collectif de soutien est :

Catherine DELAY
25, rue d'Enghien
75010 PARIS.

Le patronat en veut toujours plus

Yvon Gattaz, le président du CNPF, est bien content de la politique de Mitterrand : « La rigueur est et reste inévitable », a-t-il déclaré au cours de la conférence de presse qu'il a tenue le 10 avril, en se réjouissant des avantages donnés aux patrons en Lorraine. Et il a eu le culot de réclamer que ces avantages soient étendus aux patrons d'autres secteurs. Et il a bien sûr profité de l'occasion pour réenfourcher son dada favori : « La flexibilité », c'est-à-dire le droit, pour les patrons, d'embaucher, de licencier et d'employer sans contraintes, dans les conditions qu'ils veulent.

Et il a le culot de présenter ses revendications comme une contribution du patronat à la lutte contre le chômage !

D'abord, il se fait fort de faire embaucher 300 000 jeunes, ces jeunes sans emploi et sans perspectives. Mais les embauches en stage, évidemment, c'est-à-dire payés en grande partie par l'Etat, et avec des salaires réduits. Pour cela, il propose de revenir à l'accord sur la formation alternée signé entre le CNPF et les syndicats (sauf la CGT) en septembre 1983, accord qui n'a jamais été appliqué parce qu'il y a eu ensuite la loi Rigout sur les stages 18-25 ans...

Et il se fait fort aussi de faire embaucher 400 000 chômeurs par les patrons. Si on crée une nouvelle catégorie d'emplois, les « ENCA » : c'est-à-dire les Emplois Nouveaux à Contraintes Allégées. Les patrons ne seraient pas obligés de comptabiliser ces emplois-là dans les effectifs de l'entreprise. Ils seraient exonérés des taxes assises sur les salaires (1 % logement, 1 % formation, etc.), on pourrait les supprimer sans autorisation préalable de l'inspection du travail.

Bref, Gattaz demande — rien que cela — la création d'une nouvelle catégorie de salariés auxquels une bonne partie des lois sociales ne s'appliqueraient pas !

En plus, il demande toute une série d'allègements fiscaux, comme la suppression définitive de la taxe professionnelle.

Dit comme cela, cela fait gros, très gros même. Mais, petit bout par petit bout, d'exonérations fiscales accordées généreusement en autorisations d'emplois temporaires, n'est-ce pas ce que les patrons sont en train d'obtenir du gouvernement ?

Alors, ils en réclament plus, mais ils auraient tort de se gêner puisque ça marche !

Culot total

Il n'y a pas que les déclarations tonitruantes de Gattaz qui illustrent la volonté du patronat d'en faire à sa guise en ce qui concerne les licenciements. Plus discrètement, depuis des mois, nombre de patrons utilisent le « chômage total-partiel », et se livrent à un véritable chantage envers le gouvernement pour pouvoir continuer.

Le « chômage total-partiel », c'est une combine bien simple donnée par la loi sur le chômage partiel, qui permet dans certains cas exceptionnels (intempéries, catastrophes) d'utiliser plus de 600 heures par an de chômage partiel. Le chômeur partiel dans ce cas peut, au-delà de quatre semaines de chômage partiel, s'inscrire comme demandeur d'emploi et toucher les allocations-chômage sans être officiellement licencié. Et voilà comment bon nombre de licenciements collectifs sont devenus des mises au « chômage total-partiel ». Les patrons économisent là, au moins un temps, les indemnités de licenciement.

Mais mettre fin à la com-

bine dénoncée et connue depuis des mois, c'est un gros morceau, visiblement, pour les pouvoirs publics. Le dossier est passé des mains du Conseil supérieur de l'emploi en janvier à celles du Conseil d'Etat en février pour aboutir dans celles de Bérégovoy maintenant. Mais le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité a visiblement la plume hésitante pour signer un décret. Il faut dire que lui-même, selon le journal *Le Monde* du 16 février, aurait reconnu que cette pratique donnait « de la souplesse à la vie sociale ». On comprend alors qu'il hésite tant à signer un texte qui obligerait tout bonnement les patrons, avant de mettre leurs travailleurs en « chômage total-partiel », à demander l'accord de la direction départementale de la main-d'œuvre. (Quelle rigidité !...). Et on comprend aussi pourquoi les patrons n'hésitent pas, eux, à menacer de dénoncer la totalité de la convention sur l'indemnisation du chômage partiel au moindre geste du ministre. Pourquoi se priver ?

Nelly MEYER

COUP D'ETAT RATÉ

Une bataille de cliques sur le dos de la population

Au Cameroun, après le putsch avorté de ces jours derniers, force est finalement restée au pouvoir officiel de Paul Biya. Mais si l'on en juge par le nombre des victimes civiles et militaires, par l'importance des dégâts sur les bâtiments et par l'état de nombreux engins motorisés calcinés, cela n'aurait pas été sans mal. Ce serait l'intervention d'hélicoptères et d'avions Fouga-Magister qui aurait permis à la fraction toujours au pouvoir d'en finir avec les insurgés, appartenant pour l'essentiel à la Garde républicaine et à la gendarmerie.

Refus de mutations de la part de certains cadres ? Rébellion de certains officiers influents qui, autrefois proches d'Ahidjo, le prédécesseur de Paul Biya, auraient mal pris la condamnation à mort en février dernier, par un tribunal militaire, de deux ministres et de l'ancien dictateur lui-même ? (Paul Biya avait pourtant aussitôt accordé sa grâce !). Le tout s'appuyant sur des rivalités ethniques ?

Toujours est-il qu'il a paru plus profitable à une fraction de l'armée de tenter de s'emparer du pouvoir. Dans un pays

comme le Cameroun, où l'armée est le pilier principal du pouvoir d'Etat, cela n'a rien d'étonnant. Les rebelles n'avaient certainement pas l'intention — ils n'ont d'ailleurs pas eu le temps de multiplier les déclarations — de mener une autre politique que celle menée depuis l'indépendance par Ahidjo puis par son dauphin-renégat Biya. Une politique qui consistait essentiellement à museler l'opposition et mater la population, victime traditionnelle de ces dirigeants et fonctionnaires, anciens et nouveaux, qui profitent de leur situation pour s'en mettre plein les poches.

Mais il n'était pas question pour eux de se laisser éliminer de leurs postes, comme semblait vouloir le faire l'actuel chef de l'Etat. Les rapports entre celui-ci, catholique du sud, technocrate représentant les intellectuels sortis des universités et bien décidés à prendre leur part du gâteau, et les familles de l'ex-dictateur Ahidjo, issus pour la plupart des chefferies du Nord, s'étaient en effet considérablement détériorés. Juste avant la visite officielle de François Mitter-

rand en juin 1983, Paul Biya avait d'ailleurs commencé l'épuration de son gouvernement, Ahidjo ayant opportunément fait sa valise pour la côte d'Azur à ce moment...

Aujourd'hui, Paul Biya a un nouveau prétexte, avec ce coup d'Etat manqué, pour éliminer avec encore plus d'énergie ses rivaux et renoncer définitivement, dans un pays où la corruption est devenue un fléau national, à ses promesses de « moralisation de la vie publique » et « d'ouverture politique », de son début de règne.

Michel BROUSSE



Témoins de la misère, des enfants doivent travailler dès l'âge de 8 ans

La corruption : une institution !

D'après La Voix du Kamerun, organe de l'UPC, opposition de gauche au régime, « n'a-t-on pas vu un ministre du nouveau gouvernement, qui plus est qui s'occupe des finances, s'acheter cash pour 25 millions CFA de meubles pour son appartement à Paris ? » Et Paul Biya lui-même aurait acheté, d'après Le Canard Enchaîné, des appartements à Paris (déjà, ils préparent leurs arrières !) pour 700 millions CFA (14 millions de francs actuels).

Pour la population, la corruption est un problème quotidien. D'après La Voix du Kamerun, « il faut sortir 20 000 CFA pour simplement faire une demande d'emploi dans une administration. Il faut payer 2 000 F ou plus au policier du coin pour avoir oublié des papiers de voiture chez soi ».

Un prospérité bien relative qui ne concerne pas la population

L'économie camerounaise souffre, comme bien des pays d'Afrique, de l'aggravation de la crise mondiale qui, ces dernières années, a engendré une baisse des cours du café et du cacao, produits dominants de l'agriculture. La production des bananes a chuté. Et la crise au Nigeria a freiné les exportations vers ce pays, alors que la contrebande qui en vient a pris des proportions telles que l'industrie des biens de consommation camerounaise — cycles, textiles, tabac — en pâtit. Le gouvernement d'ailleurs, en voulant limiter la contrebande aurait d'après *Jeune Afrique Economie* provoqué une chute d'activité du port de Douala, qui vit essentiellement de ces trafics.

Les quelques entreprises d'Etat vendues clés en main par des entreprises européennes — françaises en particulier — sont en déficit chronique. L'usine Cellunam à Edea est même fermée depuis 1983 car, malgré sa technologie de pointe, le papier qu'elle fabriquait ne se vend pas.

Cependant, la situation économique du Cameroun, qui bénéficie d'une dette extérieure beaucoup plus faible que bien d'autres pays africains, n'est pas trop mauvaise, affirment les économistes.

Ces dernières années, la production globale a semble-t-

il augmenté de 7 % par an. La découverte de pétrole a permis de se passer de l'extérieur, la production de 6 millions de tonnes pour 1983 ayant couvert les besoins.

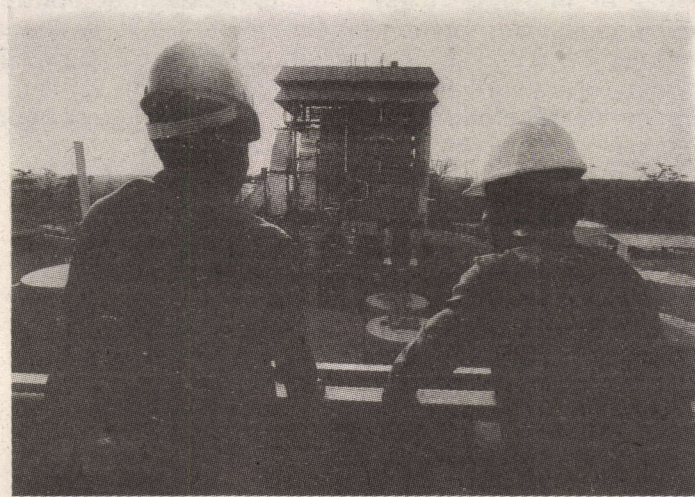
Quant à la construction, elle connaît un « boom » depuis deux ans, qui permet à la capitale de se doter de « Champs-Élysées », de ministères neufs, d'un hôtel Hilton de 600 chambres. Une grande route Yaoundé-Douala est en construction, ainsi qu'un nouveau barrage, un réseau de télévision et un réseau d'adduction d'eau à Douala et Yaoundé.

Cette relative, toute relative prospérité ne concerne évidemment pas l'immense majorité de la population.

Toujours d'après *Jeune Afrique Economie*, « les consommateurs potentiels de produits transformés, c'est-à-dire disposant d'un revenu régulier, ne représentent qu'environ 35 % de la population camerounaise » (à peine 3 des 8 millions d'habitants).

En ville, où vit environ 30 % de la population, le chômage augmente au point que la population salariée, à Douala par exemple, aurait diminué de 7 % en 1983, la reconversion dans le banditisme devenant la seule alternative pour d'anciens travailleurs du port (cité par *Jeune Afrique Economie*).

Face à l'augmentation des



La Cellucam : une papeterie ultra-moderne qui n'aura jamais fonctionné.

prix (20 % environ en 1983) les spéculations vont bon train. L'huile de palme par exemple a doublé entre le 1^{er} et le 31 décembre dernier.

Et s'il y a une croissance dans le secteur de la construction, cela n'empêche pas la population laborieuse et les chômeurs de s'entasser dans des bidonvilles, comme à Douala où, dans ce qu'on appelle la « zone de nylon », 65 000 personnes vivent les pieds dans l'eau à chaque pluie (et il pleut, là-bas !), avec une borne-fontaine d'eau potable pour 200 habitants, une eau potable si souvent infectée qu'elle est la cause principale de la mortalité infantile.

Quant à la vie dans les cam-

pagnes, elle n'est pas meilleure ! Chaque année voit une baisse du pouvoir d'achat du paysan camerounais. Si l'on en croit *La Voix du Kamerun*, journal d'opposition de l'Union des Populations du Cameroun, le prix payé pour le café n'a augmenté que de 6 %, alors que dans le même temps le coût de la vie, lui, avait augmenté de 20 %. Et le cacao, coté 1 000 F CFA sur le marché international, n'est payé que 400 F CFA au petit producteur. Une chaîne multiple d'intermédiaires, de fonctionnaires (leur nombre a doublé entre 1971 et 1981 et, de 50 000, est passé à 100 000, pour mieux quadriller la population) et autres parasites empoche la différence !

Une « présence » française omniprésente

L'impérialisme français est partout présent au Cameroun.

Bien sûr dans l'armée, équipée de matériel surtout français : missiles anti-char, Alpha-JET, hélicoptères Alouette, Gazelle, Puma, missiles Exocet, anciens patrouilleurs côtiers français. La plupart des officiers et sous-officiers sont formés en France, un accord de défense lie les deux pays depuis 1974 et 80 « assistants techniques » veillent au grain. Le Cameroun sert aussi d'escale pour le ravitaillement des forces françaises au Tchad.

La France est le premier partenaire commercial. 33 % des capitaux bancaires sont français. Des entreprises françaises participent à la construction du réseau de télévision qui doit être terminé en 1986. La première industrie camerounaise est l'usine d'Edea, Alucam, propriété à 82 % de Pechiney et 15 % de l'Etat français : « Alucam n'est pas un problème camerounais résolu par Pechiney, c'est un problème Pechiney résolu par le Cameroun », disait le banquier Pierre Moussa. Et effectivement, 90 % de l'électricité du barrage d'Edea, vendue à bas prix, va à l'usine, alors que des villages alentour ignorent l'électricité.

« Le Cameroun : une mine d'or pour la France » titrait en novembre 1976 le journal financier *La Vie Française*.

Un mois de grève dans les mines

Alors que 160 000 mineurs de charbon entament leur deuxième mois de grève contre les suppressions d'emplois, les incidents se sont multipliés ces derniers temps sur les piquets de grève.

Dans le Nottinghamshire, le seul bassin minier du pays qui n'est pas en grève, les grévistes ont considérablement renforcé les piquets de grève au cours de la semaine écoulée. Compte tenu du quadrillage policier toujours impressionnant dans la région, les grévistes ont dû renoncer à la tactique utilisée jusqu'alors, où ils se déplaçaient en masse, formés en caravanes de voitures et de cars que les barrages de police arrivaient facilement, sinon à arrêter, au moins à retarder. Désormais, les grévistes se sont adaptés à la mobilité des barrages de police, et chaque déplacement des piquets de grève « volants » est soigneusement organisé, par petits groupes mobiles qui franchissent toujours les derniers kilomètres à pied et ne se rejoignent en masse qu'aux portes des mines mêmes. Cette tactique s'est révélée payante puisqu'elle a permis aux grévistes d'obtenir la fermeture de quelques puits supplémentaires, par le simple jeu du rapport de force, comme par exemple devant la mine de Cresswell où 1200 grévistes ont damé le pion à 300 policiers arrivés en toute hâte.

De son côté, la police répond à ce regain d'activité en multipliant les arrestations. Alors qu'on avait compté 350 arrestations au cours des trois premières semaines de grève, il y en a eu 250 au cours de la qua-

trième, et plus de 100 au cours de la seule première journée de la cinquième semaine ! Et, pour la première fois depuis le début du mouvement, un certain nombre de dirigeants régionaux du syndicat des mineurs ont été arrêtés pour leur participation aux piquets de grève.

Le tour de plus en plus violent que prend l'intervention policière n'est pas plus le fait du hasard que l'arrestation de dirigeants syndicaux, ni que les provocations délibérées auxquelles se livrent les policiers dans certaines régions, comme au pays de Galles où à plusieurs reprises des grévistes ont été arrêtés au « pub » ou dans des magasins. En fait, après la mort d'un jeune mineur gallois sur un piquet de grève, au début du mouvement, la police avait de toute évidence reçu des consignes strictes pour ne pas donner d'arguments supplémentaires aux partisans de la grève. Mais aujourd'hui, après un mois de grève, le gouvernement Thatcher compte visiblement à la fois sur la lassitude et la démoralisation parmi les grévistes, et sur un geste de colère parmi les non-grévistes. Et il est possible que les consignes aient changé.

Il faut dire que le 12 avril doit avoir lieu la réunion mensuelle de la direction nationale du NUM, le syndicat des mineurs. Quantité de gens attendent beaucoup de choses de cette



Des femmes de mineurs manifestant dans le Kent : « Notre lutte, c'est votre lutte ».

réunion, à commencer par le gouvernement, la direction du Trade Union Congress et les leaders du Parti Travailliste, parce qu'ils espèrent que la droite du NUM — qui est hostile à la grève — réussira à imposer aux partisans de la grève l'organisation d'un vote à bulletin secret pour ou contre la continuation de la grève dans tout le pays. Outre le caractère démobilisateur d'un tel vote — qui implique inévitablement le démantèlement des piquets de grève pour quelques jours au moins — cela signifierait demander à tous, y compris aux non-grévistes, l'autorisation de poursuivre une grève maintenant vieille d'un mois, ce qui serait quand même un comble, surtout compte tenu du fait que, de l'aveu même des Charbonnages, à peine 10 % des mineurs

continuent le travail à l'heure actuelle ! C'est bien sûr cet effet démobilisateur que recherche le gouvernement Thatcher, tout comme la droite syndicale.

Quoi qu'il en soit, il n'est tout d'abord pas certain que la droite du NUM l'emporte. Certains dirigeants régionaux, qui étaient auparavant hostiles à la grève, ont déjà dû faire face à des révoltes de leur propre région et se sont ralliés au mouvement, et il est probable — certains d'entre eux l'ont déjà fait savoir — qu'ils ne courront pas le risque d'être mis en minorité en défendant l'organisation d'un tel vote alors que leur propre région y est hostile. Mais même si, en fin de compte, la décision d'organiser un vote national était prise, les grévistes auraient encore la possibilité de se

faire entendre sans en passer par les décisions de leurs dirigeants. Après tout, s'ils ont été capables d'imposer la grève dans plusieurs régions, contre des responsables syndicaux qui y étaient hostiles, ils peuvent aussi le faire à l'échelle nationale.

Mais quoi qu'il arrive le 12 avril, ce sera certainement un tournant pour la grève. Jusqu'à présent le gouvernement a pris soin d'éviter l'affrontement ouvert, justement dans l'espoir qu'un tel vote soit organisé. Si le vote n'a pas lieu et si, d'une façon ou d'une autre, la grève se poursuit, il va sans doute faire usage de son arsenal répressif. Et, pour cette raison, c'est peut-être dans les jours qui viennent que va se jouer l'issue de la grève.

François ROULEAU

TURQUIE

Après le pouvoir militaire, le pouvoir civil... mais toujours la dictature.

Depuis plusieurs semaines, des grèves de la faim ont été organisées dans les prisons turques, où sont concentrés des milliers de prisonniers politiques qui subissent quotidiennement sévices, brimades et tortures.

Le 6 mars dernier, 11 prisonniers, des nationalistes kurdes, mouraient dans la prison de Diyarbakir après avoir mené une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Le 27 mars, des détenus de la prison militaire de Mamak annonçaient lors d'une audience de leur procès que 10 de leurs camarades en grève de la faim depuis déjà 34 jours refuseraient désormais d'absorber même de l'eau sucrée et que 10 autres prisonniers les rejoindraient tous les deux jours dans cette grève, qu'ils entendaient mener jusqu'au bout. Ils entendaient ainsi protester contre les

sévices et les tortures auxquels ils sont régulièrement soumis, sévices et tortures que les autorités turques n'hésitent pas à reconnaître, tout en prétendant par ailleurs que les prisonniers s'efforceraient de provoquer systématiquement des incidents.

Les enquêteurs des mouvements humanitaires venus sur place n'ont pu rencontrer que quelques femmes et mères des détenus et rapporter leurs témoignages. « Les prisonniers de Mamak sont réveillés à 5 h 30 et ont droit à une soupe, qu'ils refusent depuis plus d'un mois, à laquelle se mêlent les crachats et les pierres. Puis c'est l'appel. On lâche les chiens sur ceux qui ne répondent pas assez fort à l'appel de leur matricule... L'après-midi est consacré à des exercices physiques de type militaire, ponctués par des bastonnades à coup de matraque sèche ou humide. Il ne s'agit pas

de tortures qui auraient pour but d'extorquer des aveux aux détenus, mais de mauvais traitements, de vexations, d'humiliations permanentes ». Les enquêteurs n'ont pu assister au procès. Ils ont été surveillés ont subi perquisitions et fouilles avant leur départ. Depuis, les prisonniers de Mamak ont arrêté leur grève de la faim.

Il y a bien des journaux qui ont cherché à présenter, avec l'élection en octobre dernier d'un civil à la présidence de la République, Turgut Ozal, un hypothétique et progressif retour à la démocratie. Mais si les civils sont de retour au gouvernement, c'est bien toujours l'armée qui fait la loi en Turquie. Et la seule liberté qu'a affirmée Turgut Ozal lors de son investiture en décembre dernier, c'est la liberté de l'industrie et du commerce. Dans tous les autres domaines, c'est toujours la dictature et la répression.

JAPON

L'envers sinistre du « miracle économique »

Selon le journal *Le Monde*, le nombre des suicides aurait augmenté de 19 % en 1983, au Japon, atteignant le chiffre impressionnant de 25 200 personnes.

Parmi ces suicides, le nombre de ceux qui résultent de difficultés économiques (licenciement, dettes impayées, etc.) est en augmentation de 50 %. L'endettement individuel est particulièrement important au Japon, un endettement dont vivent des milliers d'usuriers légaux, qui pratiquent tout à fait officiellement un taux d'intérêt de 73 % ! Avec un tel taux, l'emprunteur ne peut guère se permettre de rater une échéance, et il suffit d'une période de chômage, même temporaire, pour créer une situation catastrophique. Et là encore, les statistiques officielles sont parlantes : 800 personnes se sont donné la mort en 1983 à cause de leur endettement auprès des usuriers, sans parler de huit mille autres qui ont disparu sans laisser d'adresse, abandonnant parfois femmes et enfants, pour échapper aux poursuites.

Ces chiffres sont éloquentes. La soi-disant prospérité de ce pays est fondée, comme ailleurs, sur la misère d'une partie de la population laborieuse, et une misère qui s'aggrave d'autant plus que le Japon, comme le reste du monde, est touché par la crise.

GRÈVES, MANIFESTATIONS, GUÉRILLA :

L'unanimité contre le régime

De multiples faits d'importance diverse montrent que la situation sociale et politique est aujourd'hui tendue au Pérou.

Les grèves de paysans, les barrages de routes, les défilés de ménagères frappant sur des casseroles, les affrontements entre étudiants et policiers qui se multipliaient depuis des mois laissent prévoir que la quatrième journée de grève nationale qui a eu lieu le 22 mars serait largement suivie. Et elle l'a été. Le gouvernement péruvien avait essayé d'impressionner la population en décrétant l'état d'exception. Mais, de l'avis de toute la presse (sauf la presse péruvienne très officielle), le mouvement a été très ample. De 70 à 85 % des travailleurs auraient répondu au mot d'ordre de grève dans la capitale, Lima. Les transports ont été paralysés, les boutiques fermées, les administrations closes. Et dans l'ensemble du pays la participation au mouvement est décrite comme unanime parmi les travailleurs et les chômeurs, et comme largement reprise parmi les retraités, les ménagères, les étudiants et les petits entrepreneurs.

Venant quatre mois après les élections municipales où l'Action Populaire, le parti de l'actuel président Belaunde Terry, avait subi un échec retentissant (il remporta 12 % des suffrages, au lieu de 45 % aux élections présidentielles de 1981), cette journée de grève marque l'usure de la coalition actuellement au pouvoir, qui regroupe l'Action Populaire et le Parti Populaire Chrétien.

Les partis de l'opposition se mettent en place pour les futures élections présidentielles qui sont prévues pour mai 1985, dans un peu plus d'un an. Et l'on assiste à de grandes manœuvres politiques de la part des deux principales forces politiques de l'opposition, c'est-à-dire d'une part l'APRA (Association Pour la Révolution Américaine), qui est une formation de droite partisane de « réformes » nationalistes, et d'autre part la Gauche Unie (IU) qui a cherché à plusieurs reprises un rapprochement avec l'APRA — rapprochement que l'APRA repousse.

Néanmoins, ce sont toutes les forces d'opposition syndicales et politiques qui appelaient à la journée du 22 mars.

Deux jours avant la grève générale, le ministre de l'Economie avait démissionné. Lundi 9 avril, a été connue la démission du Premier ministre. Ces deux démissions, voulues par Belaunde Terry, se sont produites au moment où se discute la position du gouvernement péruvien dans les prochaines négociations avec les organismes financiers internationaux au sujet de la dette extérieure. Elles sont encore une des manifestations des difficultés du régime. Devant la montée du mécontentement, le président Belaunde Terry se dit partisan de mesures d'austérité moins draconiennes que ses deux ministres. Mais Belaunde Terry aura du mal à donner le change.

Il semble que depuis le début de cette semaine des mouvements de grève se soient développés dans plusieurs secteurs. 80 000 des 200 000 conducteurs des transports publics sont en grève illimitée pour le gel des prix des carburants. Les médecins des secteurs publics ont été en grève une semaine pour des hausses de salaires.

Belaunde Terry, même s'il se dit partisan d'une certaine fermeté vis-à-vis des dirigeants du FMI, s'apprête à imposer d'autres sacrifices à la population. Et il y a toutes les chances que le régime continue de faire l'unanimité contre lui.



Des mineurs péruviens lors d'une marche sur Lima qui regroupa 7000 marcheurs en 1969.

La « marche du sacrifice »

Début novembre 1982, une colonie de familles minières, 1 300 personnes, hommes, femmes, enfants, vit à Lima, où elle est arrivée après avoir marché pendant 93 jours, depuis le campement de Canaria.

Ces hommes, ces femmes, ces enfants, c'étaient les mineurs de la compagnie Canaria SA avec leur famille. Et la compagnie Canaria SA a un campement minier dans la Cordillère sud, à 758 kilomètres de Lima et à 3 600 mètres d'altitude. Une femme, un homme et quatre enfants sont alors morts dans ce voyage.

Des mines qui peuvent condamner au dénuement total les populations qui y travaillent, c'est cela le Pérou. Alors, c'est pour se faire entendre que des groupes de paysans organisent des « marches du sacrifice », comme celle qui a eu lieu au début novembre 1982. C'est un

moyen utilisé dans le cadre d'un conflit du travail pour réclamer justice auprès des autorités.

La situation des mineurs de Canaria était difficile, mais on survivait : les salaires étaient payés et la nourriture assurée. Les propriétaires de la mine, la famille Pareja Pfucker, prospéraient. D'ailleurs, outre le rapport de la mine, ils avaient réalisé de substantiels bénéfices grâce à de fortes dévaluations de la monnaie et, malgré la stabilité de la production, les prix payés pour les exportations de zinc et plomb avaient augmenté de 327 % dans les trois années précédentes.

Mais en 1980 tout change : les propriétaires de la mine ne payèrent plus les cotisations de Sécurité sociale. Les salaires commencèrent à être versés avec du retard. En août 1982, la mine était fermée. Elle

n'était plus jugée rentable. En fait, la famille Pareja Pfucker avait décidé depuis longtemps d'abandonner sa concession de Canaria et d'investir ailleurs les immenses bénéfices réalisés jusqu'en 1978. Ce qui fait dire à un mineur de Canaria, d'après un reportage de *Témoignage Chrétien* : « Ils ont assuré leur avenir avec notre argent et ils nous laissent crever, comme ils nous en avaient souvent menacés. Pour eux, nous ne sommes que des Indiens ou des métis ».

Alors il n'est plus resté que la colère et l'exode vers les villes, vers la capitale, pour protester. Mais les 1 300 personnes de ce campement minier n'ont pas été entendues. Et elles sont aujourd'hui obligées de rester à Lima. En tout cas, à Canaria, c'est le vide. Il n'y a plus rien.



Gouvernements militaires, gouvernements civils... et l'usure du pouvoir dans un pays en crise

Belaunde Terry, qui a succédé en 1980 à un gouvernement militaire usé, honni par la majorité de la population, n'était pas un homme neuf. Il avait déjà gouverné avant octobre 1968 où il avait été renversé par un coup d'Etat militaire dirigé par des généraux qui se voulaient « progressistes ». En effet, c'est devant l'incapacité du gouvernement Belaunde Terry à régler le problème agraire et à s'imposer aux dirigeants des entreprises minières étrangères, surtout américaines, que le général Velasco Alvarado avait pris le pouvoir le 3 octobre 1968.

Alors, tenant un langage

radical, nationaliste, ces militaires engagèrent un temps une réforme agraire qui s'avéra dérisoire puisqu'elle n'a pas touché les Indiens (or les paysans péruviens sont en majorité des Indiens). Par ailleurs, les entreprises minières américaines ont été expropriées, une partie de l'industrie fut nationalisée. Mais le côté radical, nationaliste du gouvernement s'est émoussé au fil du temps.

Le 29 août 1975, le général Bermudez renversa le président Alvarado. Ce changement a sonné le glas de toutes les velléités de réformes.

En 1980, la dictature militaire avait fait l'unanimité

contre elle et les militaires ont cédé la place aux civils. C'était l'espoir qu'on verrait, avec Belaunde Terry, une amélioration économique, le retour des libertés. Mais quelques mois ont suffi pour que le régime fasse de nouveau régner la terreur dans les campagnes et que les mesures répressives soient la seule réponse à l'opposition.

Un peu moins de quatre ans après l'arrivée au pouvoir des civils, ceux-ci en sont à une situation semblable à celle des militaires en 1980. La durée d'usure du pouvoir a diminué, c'est le seul changement.

Le Pérou en banqueroute

La dette à court terme du pays auprès du FMI s'élève à 2 milliards de dollars et le total de la dette extérieure atteint 11 milliards de dollars.

Le gouvernement péruvien — étant incapable à nouveau de payer sa dette à court terme — demande un nouvel échelonnement. Des négociations avec les créanciers du Club de Paris sont prévues fin avril.

Par ailleurs, certains hommes politiques, du gouvernement comme de l'opposition, souhaitent que le gouvernement tienne tête au FMI. Et les semaines à venir verront sans doute de nouvelles péripéties politiques dans les milieux dirigeants.

Cette crise économique n'est pas nouvelle. En fait, cela fait des années que la situation économique de ce pays pauvre se dégrade.

Déjà en 1975, la balance commerciale du Pérou se soldait par un déficit de plus d'un milliard de dollars. Les raisons en étaient multiples. Il y avait d'une part les importations d'armements et d'autre part une baisse des exportations de farine de poisson, de sucre, de café, de cuivre, de coton et de fer.

Et cette situation s'aggrave avec la crise pétrolière, puis avec la crise économique mondiale. Les investissements de l'étranger dans les grands secteurs miniers se ralentissent — les mines étant jugées non rentables. Le cours des matières premières commença à baisser. En 1978 le pays, en quasi-banqueroute, devint la proie du FMI et des grands investisseurs étrangers, qui intervinrent pour éviter la banqueroute ou plutôt pour la repousser. Mais à quel prix !

Toujours est-il qu'aujourd'hui rien ne va plus. Les entrées de devises ne cessent de baisser. Même l'apport en devises lié au tourisme ne cesse de diminuer. Seul le trafic de drogue n'a pas chuté : même s'il n'a pas atteint les niveaux de la Colombie ou de la Bolivie, il a toutefois doublé en un an. C'est ainsi que le trafic de la cocaïne — à partir de la feuille de coca cultivée par les indiens, qui la mâchent pour oublier leur faim — représenterait 35 % du Produit Intérieur Brut. Et bien sûr, par ce trafic, la corruption s'intensifie et fait apparaître des mafias très puissantes.

Et bien sûr, FMI et créanciers internationaux mettent des conditions qui étranglent l'économie. En 1983 l'inflation a atteint 125 %, le déficit budgétaire 10,3 %, et la chute de la production a été de 12 %. C'est toute la population du Pérou qui fait les frais de cette politique d'austérité.

La hausse vertigineuse du coût de la vie, et notamment des produits de première nécessité, frappe avant tout les couches les plus pauvres, condamnant à la misère une majorité de la population. Aux effets de cette crise, il faut ajouter les conséquences de récentes catastrophes naturelles : dans le nord du pays, deux millions de personnes sont sans abri à la suite d'inondations, tandis qu'une sécheresse exceptionnelle frappe au sud, près de la Bolivie.

Un peu plus de 50 % de ceux qui sont en âge de travailler sont sans emploi. Des milliers de paysans sans terre, chassés de leurs campagnes par la faim, arrivent chaque jour dans les bidonvilles de Lima où survivent déjà quelque trois millions de personnes, dans une agglomération de six millions d'habitants. 65 % des 18 millions de Péruviens vivent dans les villes. Des petits métiers, vendeurs ambulants par exemple, permettent à ces millions de personnes de tout juste subsister.



Le développement de la guérilla

Sendero Luminoso (le « Sentier Lumineux ») est une organisation de guérilla qui depuis 1980 au Pérou, dans les hauts plateaux du centre, contrôle une région peuplée de paysans indiens et cherche à étendre son influence. Elle mène parallèlement des actions terroristes dans les villes et parfois même dans la capitale. Les affrontements entre les forces de la guérilla et les forces armées péruviennes sont incessants et la frontière entre les zones aux mains de la guérilla et les zones dominées par l'armée est en perpétuel changement.

Le Sentier Lumineux est né en 1964, à partir d'un groupe d'intellectuels de l'université d'Ayacucho qui scissionna du Parti Communiste Péruvien.

Les militants du Sentier Lumineux, les Senderistas, se réclament du maoïsme et se réfèrent à Pol Pot, l'ancien leader des Khmers rouges au Cambodge. Leur tactique, c'est d'« amasser des forces dans les campagnes afin d'encercler les villes », ce qui aboutirait à une insurrection dans tout le pays et à la chute du régime ; ce qui montre d'ailleurs à quel point ils ne se situent pas sur le terrain de la classe ouvrière, pourtant nombreuse au Pérou.

Un mouvement nationaliste radical

C'est en 1978 que le Sentier Lumineux a commencé à intervenir réellement dans les régions montagneuses du centre et du sud du pays. Et c'est à partir de 1980 qu'il commence sa « guerre populaire prolongée » contre le pouvoir.

En trois ans, ce mouvement de guérilla s'est considérablement développé. Dans l'année 1983, il a opéré près d'un millier d'attentats, dont 115 contre des postes de police. Il ne s'est d'ailleurs pas limité aux campagnes, il est intervenu également dans les villes. C'est ainsi que, toujours en 1983, à cinq reprises les guérilleros ont coupé le courant dans la capitale, Lima, faisant sauter à chaque fois une vingtaine de pylônes à haute tension pour ensuite dynamiter des installations publiques.

La politique préconisée par les dirigeants du Sentier Lumineux ressemble à celle de nombreux mouvements de guérilla en Amérique latine ou dans d'autres régions du monde. A partir de zones paysannes pauvres, ils tentent de construire un appareil militaire dans lequel ils essayent d'enrôler des paysans, en particulier des paysans jeunes. Il s'agit alors de gagner le contrôle du territoire puis, sur la base d'un rapport de force avec les forces armées du régime, de rallier la population des villes avant de renverser le régime.

Considérant qu'ils représentent les intérêts de la population, les dirigeants du Sentier Lumineux n'envisagent pas de poser aux masses populaires dont ils se réclament le problème de savoir qui doit se préparer à exercer le pouvoir et comment. Pour eux, c'est à eux, et à eux seuls, de décider de comment se régleront les problèmes politiques quand

l'insurrection aura triomphé. Les masses paysannes et celles des quartiers pauvres des villes sur lesquelles ils comptent sont une force sur laquelle ils s'appuient, mais qui doit les suivre. Et actuellement leurs rapports avec les paysans semblent complexes et contradictoires.

Une politique qui ne mise pas sur la conscience des masses populaires...

Il semble que la guérilla se soit bien implantée dans les régions montagneuses du Pérou. Les guérilleros occupent des villages isolés de la région d'Ayacucho d'où ont disparu les autorités locales. Fin 1982, le Sentier Lumineux a tenu pendant une journée la prison fédérale de la province, libérant 250 Senderistas arrêtés. Le 8 janvier 1983, une grève générale a été massivement suivie — d'après la presse — dans toute cette région à l'appel du Sentier Lumineux, pour protester contre l'arrivée de renforts militaires.

Pour conquérir du terrain, ils utilisent des méthodes bien souvent autoritaires par rapport à la population. C'est ainsi que la presse raconte que les guérilleros font souvent régner la terreur, qu'ils utilisent l'intimidation et n'hésitent pas à exécuter des dizaines de paysans lorsque — souvent forcés par l'armée péruvienne officielle — ils ont hébergé ou ravitaillé les corps de répression du gouvernement.

C'est vrai que, pour s'étendre, ils ne tablent pas sur la conscience des populations paysannes mais bien souvent, misant sur l'obscurantisme, ils n'hésitent pas à utiliser les préjugés, les coutumes religieu-

ses des Indiens par exemple, ou même la terreur.

Mais ces méthodes-là n'expliquent pas — loin s'en faut — les succès et l'écho que ce mouvement rencontre parmi la population. Car les guérilleros ont visiblement le soutien d'une grande partie des collectivités de paysans indiens, et surtout de jeunes Indiens, qui vont grossir leurs rangs.

Le Monde note comment la presse péruvienne pro-gouvernementale a, à plusieurs reprises, fait état de sa surprise devant « la rapidité avec laquelle un mouvement à la fois d'origine intellectuelle et dirigé par des Blancs (métis, sinon créoles) faisait tache d'huile dans des collectivités de paysans indiens ».

... mais qui trouve un appui chez les paysans pauvres

Il apparaît que le Sentier Lumineux mène une politique qui a visiblement le consensus de la population indienne. Cela résulte du profond dénuement des paysans indiens. Dans la région d'Ayacucho, bien que 70 % des 550 000 habitants du département vivent — ou plutôt survivent — de l'agriculture, seulement 4 % de la terre de la province est labourable et 2 % irriguée. Et cette terre cultivée n'appartient pas aux paysans indiens. Ces villages sont coupés de tout, on ne peut le plus souvent accéder par des voies carrossables à ces communautés qui n'ont ni eau potable, ni électricité. C'est le complet dénuement.

Alors, quand les guérilleros arrivent dans ces communautés, bien souvent même s'ils utilisent la force, même s'ils attirent la répression, ils apparaissent comme des gens qui sont du côté des pauvres et qui sont efficaces. Généralement, ils donnent la terre aux paysans et cela leur vaut bien des appuis. En effet la terre cultivée est répartie dans le village et, même si les guérilleros demandent aux paysans de ne pas cultiver plus de 500 mètres carrés par personne (d'après un paysan de Chumbes, que cite Le Monde) afin de ne pas vendre dans les villes, il n'en reste pas moins que ces 500 mètres carrés, les paysans les cultivent désormais pour eux, pour se nourrir. Par ailleurs il semblerait, toujours d'après la presse, que les guérilleros saisissent des vivres venant de convois ou pillent des commerçants des villes pour à la fois se nourrir eux-mêmes et nourrir les populations.

Face à cela, la politique du gouvernement Belaunde Terry — comme celle de ses prédécesseurs lors des révoltes paysannes ou des mouvements de partage des terres — est d'envoyer l'armée pour réprimer. Il a été ainsi créé un corps spécial pour cela, les Sinchis, qui recrute ses troupes, de force, dans les zones paysannes pauvres qui ne sont pas ou plus contrôlées par la guérilla.

Depuis juillet 1982, le gouvernement a décrété l'état d'urgence dans trois circonscriptions des Andes. Aujourd'hui, 12 circonscriptions sont soumises à ce régime d'exception. Enlèvements, exécutions sommaires, massacres commis par l'armée et la police, se succèdent dans la région. Depuis 1980, plus de 6 000 guérilleros auraient été tués à ce jour. Par ailleurs les Sinchis (corps de paysans enrôlés dans les forces armées), lors d'expéditions punitives, n'hésitent pas à massacrer les villages qu'ils reconquerraient sur les guérilleros.

Alors l'armée, en même temps qu'elle cherche à gagner du terrain, dresse toute la population indienne contre elle. Et bien souvent ses interventions fournissent en fin de compte au Sentier Lumineux l'occasion de recruter de nouveaux combattants.

Pour le gouvernement, le problème du développement de la guérilla est une énorme épine dans le pied. Les militaires se saisissent du fait qu'ils ont le feu vert dans les régions soumises à l'état d'urgence ou d'exception, pour tenir la dragée haute au gouvernement civil. Et par ailleurs le gouvernement civil, qui tente de préserver dans une période de crise catastrophique les profits et les privilèges des bourgeois nationaux, n'a rien à donner aux paysans. Alors la guérilla prend régulièrement de rudes coups et parfois régresse, mais elle resurgit sans arrêt à cause de la misère, de la malnutrition, de la répression. C'est ce qu'avoue d'ailleurs le général Huaman, qui occupe la place de haut responsable des 12 circonscriptions en état d'exception et à qui le gouvernement a confié la tâche de « pacifier », après que son prédécesseur, le général Noel, a mené une offensive militaire impitoyable contre la guérilla. C'est ainsi qu'il déclarait, demandant des capitaux au gouvernement : « Le terrorisme ne se combat pas avec des balles, mais avec de l'argent et du développement ».

Hier les fuites, aujourd'hui l'Elysée mis dans le bain :

Le panier à salades

Voici encore un rebondissement dans une affaire de police. Cette fois, c'est à propos de ceux qu'on avait un temps prétendus des super-terroristes internationaux, les Irlandais de Vincennes, arrêtés en août 1982 par le GIGN et relâchés après 10 mois de prison. Leur arrestation avait été illégale, les preuves truquées, les gendarmes incités par leurs supérieurs à faire de fausses déclarations à la justice.

Aujourd'hui on apprend par *Le Monde* du 10 avril que le principal inculpé dans l'affaire, le commandant Beau, aurait affirmé devant le juge avoir été reçu une douzaine de fois par le commandant Prouteau, conseiller de Mitterrand. Prouteau lui aurait donné des instructions sur ce que lui et ses hommes devraient répondre au juge d'instruction. De même Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet de Mitterrand et François Grossouvre, chargé de mission, auraient suivi cette affaire.

Toujours est-il que cela touche de très près la présidence de la République, qui a décidé fort à faire avec sa

police, même avec les gendarmes du GIGN, qui étaient pourtant dans les petits papiers de l'Elysée.

Pas de chance, le gouvernement ! Sitôt fermé le bureau de presse de la préfecture pour empêcher les fuites dans la presse, voici qu'est levé un nouveau coin de voile, qui met en cause un des principaux conseillers de Mitterrand.

Et ce dernier ne peut manquer d'en être éclaboussé. Alors, qu'est-ce qui est vrai ou faux dans cette affaire ? Il ne faut compter ni sur la police, ni sur le gouvernement, ni sur Mitterrand pour le savoir. Car même si cette nouvelle péripétie fait partie



C'est plus facile de faire du gringue aux femmes gardiens de la paix que d'éviter les coups bas de leurs chefs...

de la petite guerre que mènent certains policiers contre le gouvernement, ce dernier ne portera pas la vérité sur la place publique. Il est bien trop respectueux de sa police, pilier de l'ordre, pour cela. Car sa police, il la couvre, lui fait des visites dans les commissariats, même quand ses dignitaires

ne jouent pas le jeu avec lui.

Toujours est-il que cette affaire des Irlandais montre un peu ce que vaut cette police, ce corps d'Etat qu'on demande à la population de respecter sur le prétexte qu'elle assurerait sa protection. Cette police dont la parole vaut plus que celle d'un simple citoyen, eh bien,

certains de ses membres — et pas parmi la valetaille — n'hésitent pas à faire de faux témoignages, à maquiller des preuves, à en inventer, à fabriquer des accusés, sans aucun scrupule. Elle est bien au-dessus des lois. Oh, ce n'est même pas une nouveauté, ni une particularité propre à la France. Mais il faut dire tout de même que, sur ce terrain, la police française a des traditions ! Elle a un passé de guerres coloniales, de tortures et d'assassinats, toujours couverts par les gouvernements, de droite ou de gauche.

Alors, pourquoi se gênerait-elle, sûr de son impunité ? Surtout aujourd'hui, avec un gouvernement de gauche dont elle ne supporte pas l'autorité, habituée pendant 24 ans à d'autres hommes, aux politiciens de droite. Et il est certain que Mitterrand n'a pas fini d'en voir avec elle.

L'affaire des Irlandais : quand des gendarmes mitonnaient une belle bavure

Août 1982. Après la fusillade meurtrière contre un restaurant juif de la rue des Rosiers, venant à la suite de plusieurs attentats commis à Paris les mois précédents, Mitterrand avait choisi de monter lui-même en première ligne, en intervenant en direct à la télévision le 18 août.

GADJET 82 : LA CELLULE ANTI-TERRORISTE

« J'entends organiser le pays, les services publics, les services de police, de telle sorte que ce terrorisme soit enfin puni », déclara-t-il avant d'annoncer une série de mesures.

Les effectifs de la police étaient accrus, le contrôle des valises diplomatiques renforcé, ainsi que l'entrée des étrangers. Un office contre le trafic d'armes était créé. Le fichier central du terrorisme devait être informatisé et renforcé. Enfin, un secrétariat d'Etat de la Sécurité publique était créé, et le patron du GIGN, le commandant Prouteau, était chargé d'une « mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme ». « M. Prouteau travaille déjà, comme vous le savez, à mes côtés », précisa Mitterrand.

Les gendarmes du GIGN devenaient les chouchous de l'Elysée, où d'une « cellule anti-terroriste » se réunissait chaque semaine. « De la volonté, de la résolution, de la continuité, et nous l'emportons », avait dit Mitterrand à la télévision. A eux de jouer !

Et le succès ne se fit pas attendre.

L'AFFAIRE DES IRLANDAIS

Le 28 août, trois Irlandais étaient arrêtés dans un appartement de Vincennes. Moins de deux heures après, un communiqué de l'Elysée

annonçait « deux arrestations jugées importantes dans le milieu du terrorisme international. Ont été également saisis des documents et des explosifs ». Toute la presse indiquait que l'opération avait eu lieu après l'accord de Mitterrand lui-même.

Le GIGN avait agi seul, sans informer les autres services de police qui la trouvaient saumâtre... et qui n'étaient pas étrangers à la propagation d'informations qui allaient rapidement dégonfler l'affaire.

Les trois militants Irlandais étaient membres ou proches d'une organisation irlandaise légale, qui n'a jamais commis d'attentats. Les « documents » saisis s'avéraient n'être que du courrier personnel, des écrits littéraires ou des revues en vente libre. Quant aux « 200 photos », il s'agissait de scènes de famille, de manifestations, de meetings. Après avoir parlé de « 500 kilos » d'explosifs, un conseiller d'Hernu devait rapidement rectifier en « 500 grammes » !

Enfin, la DST faisait discrètement savoir que, par la faute de cette opération, deux terroristes authentiques ceux-là, disait-elle, lui avaient échappé...

Hernu s'empressa de couvrir ses super-gendarmes : « Ceux qui ont été pris à Vincennes ne sont pas, comme on l'a dit, des petits poissons. On se rendra compte bientôt que cette affaire était plus importante qu'on ne le croyait » !



Les trois Irlandais de Vincennes : dix mois de prison pour... le communiqué du GIGN.

L'AFFAIRE SE DEGONFLE...

Un article du *Monde*, du 1^{er} février 1983, révéla que de nombreuses irrégularités, c'est le moins que l'on puisse dire, avaient été commises.

Les trois inculpés n'avaient pas assisté à la perquisition. Les armes et explosifs trouvés ne leur avaient été présentés que le lendemain. Aucun relevé d'empreinte et aucune photo des armes et des explosifs en place n'avaient été pris. Les versions des membres du GIGN ne correspondaient ni sur l'endroit où les explosifs avaient été trouvés, ni sur le fait qu'ils avaient ou non des détonateurs.

Les inculpés habitaient à Paris depuis plusieurs années et la police n'avait rien à leur reprocher. D'ailleurs, la justice anglaise n'éprouva même pas le

besoin de demander leur extradition.

Les preuves s'avérèrent si minces que le juge d'instruction chargé de l'affaire appuya la demande des avocats des inculpés d'annuler la procédure. Le 23 mars 1983, la chambre d'accusation refusa avec cette explication : « les gendarmes du GIGN ont agi dans l'intérêt de l'ordre public (...) avec un sens élevé du devoir » !

Mais voilà : en mai, deux gendarmes de Vincennes dévoilèrent le pot-aux-roses. Ils confirmèrent que deux revolvers ainsi que le pain de plastic et les détonateurs étaient arrivés dans l'appartement en même temps que les as du GIGN... Et les armes avaient subi un traitement après la saisie : tous les numéros de série avaient été abrasés selon la même technique... Fin mai 1983, après dix mois de prison, les trois Irlandais étaient relâchés, et en octobre la procé-

dure engagée contre eux était annulée.

Entre-temps, une autre procédure était ouverte... contre les deux officiers responsables de l'opération : le capitaine Barril (inculpé par ailleurs de trafic d'armes pour une autre affaire) et le commandant Beau. Ils étaient inculpés de « subornation de témoins ». Ils ont reconnu avoir organisé des séances de mise au point des déclarations que les gendarmes qui avaient participé à l'opération devaient faire au juge d'instruction. Une information contre X est lancée pour « enlèvement, destruction ou disparition de pièces en cours de perquisition ».

Beau ne veut pas plonger tout seul. Selon *Le Monde* du 10 avril, il aurait mis en cause son supérieur, le commandant Prouteau, conseiller de Mitterrand, ainsi que plusieurs autres collaborateurs de Mitterrand, qui auraient couvert tous les trafics.

Philippe NATIER

CHANTIERS NORD-
MÉDITERRANÉE -
La Ciotat

Les ballons d'essai de la direction

Mercredi 4 avril aux chantiers navals NORMED à La Ciotat, l'intersyndicale apprenait du commissaire de la République qu'il y aurait environ 400 licenciements à La Ciotat et 2 200 licenciements aux chantiers de La Seyne.

Aussitôt l'intersyndicale appelait à un débrayage l'après-midi et à une assemblée générale.

Personne n'est rentré aux Chantiers à 14 heures et, après l'assemblée générale, nous sommes allés à 200 bloquer les trains en gare de La Ciotat. Les participants à cette action étaient contents de montrer leur colère.

Le lendemain, le directeur annonçait à la télévision régionale et par tracts « qu'aucun licenciement au sens habituel du terme n'était envisagé à La Ciotat », seulement des mises en préretraite et des départs volontaires, « qui ne doivent en conséquence entraîner ni la dégradation du climat social, ni décourager une communauté mobilisée autour de son outil de travail ».

A quoi jouent-ils ? Gouvernement et direction s'entendent bien : pendant que l'un souffle le froid, l'autre souffle le chaud, et inversement. Ils se complètent et jouent la comédie pour nous bernier.

Correspondant LO

THOMSON - Gennevilliers

A quoi servent les ministères !

Le 10 avril, les syndicats de Thomson Gennevilliers ont été officiellement reçus au ministère de l'Industrie.

Le rendez-vous avait été pris le 28 mars, jour où les organisations syndicales avaient emmené 700 travailleurs de la Thomson Gennevilliers manifester contre les 600 suppressions d'emplois annoncées, devant le ministère de Fabius (ou plutôt au coin de la rue, les gardes mobiles barrant le passage). Le sous-fifre qui avait reçu la délégation de syndicalistes n'avait pas pu leur donner rendez-vous avant le 10 : ses services ne connaissaient pas le dossier, ils ne comptaient qu'une trentaine de personnes, et ils en avaient tant à étudier, des dossiers !

Les syndicalistes n'étaient pas très heureux parce qu'ils auraient bien aimé discuter avec le ministère avant le CE du 5 avril, où la direction devait présenter son « plan social ».

Mais comme la direction, de son côté, avait décidé unilatéralement de reporter le CE au 12 avril, tout avait l'air de s'arranger !

Et le 10 avril, au ministère, la discussion s'est ouverte (sans Fabius, qui était bien sûr... en Lorraine). Chaque syndicat était venu avec son dossier bien à lui, son plan économique bien étudié. On ne sait pas si les représentants du ministère ont pris des notes. Mais on sait que, quand on en est arrivé aux suppressions d'emplois, les syndicalistes se sont entendus dire en substance : « Votre CE a lieu le jeudi 12 : c'est ce jour-là que la direction fera connaître au ministère, tout comme à vos syndicalistes, son plan social, les chiffres, les propositions, etc. Donc, si vous voulez discuter, revenez nous voir après ! ».

Bref, s'il y avait des travailleurs chez Thomson qui comptaient sur le ministère pour arranger les choses, ils ont dû déchanter.

Correspondant LO

DANS
LES ENTREPRISES

CITROËN

Non aux licenciements

La direction Citroën, qui avait annoncé il y a un mois son intention de supprimer 6 000 emplois (sur 45 000), devrait lors du prochain Comité central d'entreprise, vendredi 13 avril, annoncer la mise en préretraite de quelque 3 000 travailleurs et confirmer son intention de licencier encore près de 3 000 ouvriers. Elle a d'ores et déjà annoncé par voie de presse qu'il lui restait un « sur-effectif ouvrier de 2 937 personnes ».

Quand la direction parle de sur-effectif, on voit bien que ce n'est pas elle qui est aux manivelles. Car en même temps qu'elle impose des jours chômés, elle augmente les cadences.

C'est la crise ; mais ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Crise ou pas, les travailleurs ont besoin de leur salaire.

Alors pas question d'être des pions qu'on déplace et qu'on licencie uniquement parce que le patron voudrait faire plus de profits. Citroën n'est pas capable de gérer sa production : c'est à lui d'en payer les pots cassés, pas aux travailleurs.

D'ailleurs, ce vendredi, il est prévu que les travailleurs de Citroën-Aulnay se mettent en grève.

Correspondant LO

• Saint-Ouen - Les Epinettes

« L'aide au retour » ça ne leur coûte pas cher

A Saint-Ouen, la proposition d'aide au retour de la direction a créé un certain climat. Les immigrés sont convoqués chez le chef du personnel, chef d'atelier, contremaître. Là, ils se voient proposer l'aide au retour : 20.000 F de l'Etat, soit l'équivalent de 6 mois d'allocation chômage et de la part de Citroën, ce qui est légalement obligatoire : préavis de licenciement, indemnités de licenciement, congés payés, points PIEC (acquis pour « présentisme »)... soit au total de 60.000 à 90.000 F. Le discours est toujours le même : « Etes-vous marié ? Avez-vous des enfants ? », et autres choses qu'ils savent déjà. Puis on passe aux propositions et les chefs demandent de signer si on est d'accord ou pas.

A Saint-Ouen, ceux qui désirent partir dans ces conditions se comptent sur les doigts de la main. Quant à ceux qui ne veulent pas, la majorité, ils ont refusé de signer.

• Saint-Ouen

La cosa nostra, nouveau prototype

A l'usine Citroën de Saint-Ouen, la direction et sa maîtrise se préparent. Depuis que les licenciements se précipitent, la direction a passé commande d'un nouveau modèle de véhicule, genre canon à eau monté sur roues. Ce véhicule, construit dans un petit atelier au bord de la piste, a immédiatement été baptisé par les travailleurs du secteur « la Cosa Nostra Turb'Eau ». Son nom l'indique, c'est l'outil de la mafia patronale.

Déjà en 1982, lors des grèves, la « Cosa Nostra » permettait d'abriter la trouille des nerfs qui s'exerçaient à la lance à incendie contre les grévistes. La nouvelle « Cosa Nostra » a provoqué nombre de plaisanteries dans l'atelier concerné. Un prospectus vantant les mérites de l'engin a circulé dans l'atelier.

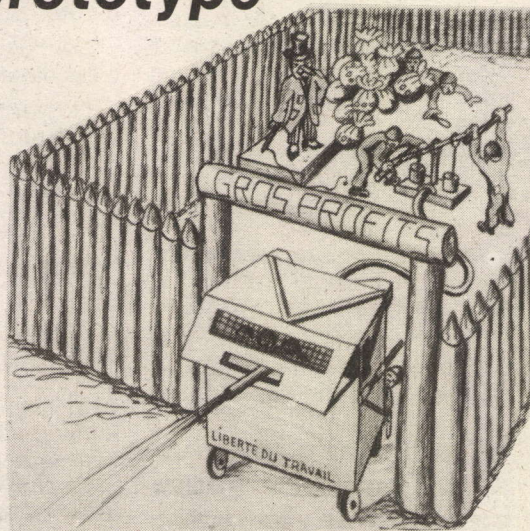
La direction a dû avoir peur que ses « secrets techniques » soient divulgués

Aux Epinettes, il y a même eu le dialogue suivant entre un chef et un travailleur. Le chef disait : « C'est pas possible : vous ne voulez pas signer même pour dire que vous n'êtes pas d'accord. Mais vous n'avez pas confiance ». Et la réponse fut : « Non, chef, on n'a plus confiance ».

Dès que les chefs sentaient qu'il y avait une petite possibilité de faire signer ce sondage officiel, l'argument changeait : « Il y aura la grève, ce sera comme à Talbot et après vous n'aurez rien ».

Du coup, les discussions vont bon train dans les ateliers sur les menaces de licenciement et les petites réunions qui se tiennent portent toutes sur la grève à venir, lorsque les licenciements seront annoncés officiellement au Comité central d'entreprise vendredi matin.

Correspondant LO



car la « Cosa Nostra » a disparu, emportée de l'atelier de montage avant même d'être terminée.

Correspondant LO

Les viticulteurs en colère

8 000 à 10 000 viticulteurs se sont rassemblés à Nîmes le 9 avril pour protester contre les décisions, prises le 31 mars au Parlement européen, de supprimer les aides au stockage. Ils réclament des mesures de distillation exceptionnelles pour réduire les stocks, une réduction de la TVA sur les vins de 18,6 % à 8 %, comme le leur avaient promis les socialistes, et ils s'opposent à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Ils menacent de boycotter les élections européennes et de bloquer les départs en vacances si satisfaction ne leur est pas accordée d'ici le 17 juin.

Les viticulteurs étaient tout à la fois soutenus par les élus de droite et par ceux de gauche. Le maire de Nîmes, RPR, avait fermé la mairie ce jour-là, et de nombreux élus de l'opposition côtoyaient les élus du Parti Communiste en tête de la manifestation qui se rendait à la préfecture. Les uns et les autres s'accordaient pour refuser l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal. Un viticulteur du Gard était ovationné pour avoir déclaré : « L'Espagne n'entrera pas dans le Marché commun. Si elle y entre, elle devra traverser nos départements » et pour avoir brandi une botte d'asperges qu'il avait trouvée dans un supermarché : « Elles viennent d'Espagne ; elles sont de catégorie 2. Nous, on nous défend de commercialiser cette catégorie », avait-il lancé. Dans la soirée, trois camions étrangers transportant des fruits et des légumes étaient stoppés par des barrières de viticulteurs sur la Narbonnaise et déchargés. Et il n'était pas facile de distinguer les partisans du MODEF, qui clamaient : « Battons-nous contre l'élargissement », des tenants de la droite qui en sont aussi de farouches opposants : tous dressaient les paysans contre les producteurs d'Espagne et du Portugal.

Et il n'y avait personne pour dire que le problème n'est pas là ; qu'il n'est pas dans l'élargissement ou non du Marché commun et que toute cette hostilité aux paysans des pays voisins est une façon de donner un exutoire à la colère des agriculteurs français. Car c'est une façon d'empêcher que ceux-ci s'en prennent aux véritables responsables du gâchis. Car ce ne sont ni les Espagnols, ni les Portugais ni les Anglais qui sont responsables de la mévente des produits agricoles français. Ce sont les trusts de l'agro-alimentaire, qui choisissent ce qu'ils vendent en fonction des profits qu'ils peuvent réaliser, eux. Et ces magnats de l'agro-alimentaire n'ont qu'à se réjouir de voir les petits paysans français s'en prendre à leurs voisins. En tout cas, si c'était aux responsables de ces trusts agro-alimentaires que s'en prenaient les petits producteurs, alors on ne verrait plus les députés RPR en tête des manifestations et les petits producteurs y gagneraient plus sûrement l'appui des travailleurs salariés de ces mêmes trusts.

Patricia MULLAN

RENAULT VÉHICULES INDUSTRIELS Limoges

DANS LES ENTREPRISES

ACIERS ET OUTILLAGE PEUGEOT — Audincourt (Doubs)

Les réactions au plan emploi

La direction de Renault Véhicules Industriels (RVI) a distribué un prospectus publicitaire vantant son « plan emploi ».

L'aide au retour ne concerne personne à Limoges, car il n'y a pas de travailleurs immigrés à l'usine.

Par contre, environ 140 sont concernés par les départs en pré-retraite. Une première fournie est partie au 1^{er} avril. Certains travailleurs de RVI, à 55 ans, ont encore un ou deux enfants adolescents à charge. Alors 65 % du salaire seulement, ça fait bien maigre et, dans bien des cas, les femmes qui étaient restées au foyer cherchent du travail... sans beaucoup d'espoir.

Quant aux autres mesures du plan (départ volontaire avec 50.000 F en plus des indemnités normales, congés sans solde de 1 an minimum et 3 ans maximum avec une prime de 5.000 F par an, mutations dans une autre entreprise de RVI), elles ne suscitent pas l'enthousiasme.

La maîtrise passe voir certains travailleurs sur les chaînes pour les inciter à aller travailler pour quelques mois à Blainville moyennant une augmentation du salaire et un voyage payé tous les quinze jours. Cela paraît alléchant mais beaucoup se demandent si la mutation ne risque pas de devenir définitive.

Certains travailleurs disent que, s'ils étaient célibataires et s'ils trouvaient un autre boulot, ils partiraient avec les 50.000 F parce qu'ils craignent que la direction ne finisse par licencier carrément et même peut-être par liquider l'usine de



Limoges. Alors, disent-ils, il vaudrait peut-être mieux partir maintenant avec ça, plutôt que plus tard avec rien. Oui, mais voilà, partir, ça veut dire le chômage. Alors... les 50.000 F...

Evidemment, tout cela

n'empêche pas la direction de continuer à pousser les cadences partout, à faire pression pour le travail en équipe et même de nuit, surtout au montage des moteurs « Mack »...

Correspondant LO

OFFICES PUBLICS D'HLM (Limoges)

Pas radin, le directeur-adjoint

Vendredi 23 mars a eu lieu la remise des médailles du travail à l'OPHLM de Limoges. Pour 25 années de travail, la direction donne royalement une prime de... 10 F. Cette année, en plus, le COSC (Comité d'Oeuvres Sociales et Culturelles), financé par les cotisations du personnel, a donné 300 F à chaque médaillé.

A 16 h, la maison avait organisé une réception avec champagne et petits gâteaux, réception à laquelle étaient invités les médaillés bien sûr et... les cadres uniquement !

Le reste du personnel soit est parti à 16 h, soit a continué à travailler jusqu'à 17 h pendant que les cadres sablaient le champagne.

Le maire de Limoges, Longequeue, qui est aussi le président de l'OPHLM, était bien entendu de la partie, ce qui n'a pas empêché le directeur adjoint de recommander d'acheter des boudoirs « tout ce qu'il y a de meilleur marché » !

Correspondant LO

La direction prépare de nouveaux licenciements

Aciers et Outillage Peugeot, dans la région de Montbéliard, filiale du groupe PSA, emploie près de 2 000 personnes, en particulier des OS. Nous fabriquons des moteurs de ventilateurs, des ceintures de sécurité, des pare-chocs polyuréthane et acier inox, des systèmes électriques de fermeture de portes. Dans le passé, on fabriquait les appareils ménagers et les outillages électriques.

Depuis 5 ans, les plans de licenciement par départs en pré-retraite (FNE) se succèdent sans que les travailleurs s'en inquiètent vraiment. Mais cette fois-ci, la direction prévoit pour le mois de juin 130 licenciements. Et pour préparer le terrain et essayer de justifier aux yeux des travailleuses et des travailleurs le licenciement de certains d'entre eux, elle a mis en place un système de notes pour les OS. Nous serons notés

par rapport à 9 critères :

- Qualité du travail notée sur 16 points ;
- Quantité de travail notée sur 16 points ;
- Absentéisme noté sur 16 points ;
- Polyvalence notée sur 6 points ;
- Disponibilité notée sur 8 points ;
- Initiative notée sur 8 points ;
- Respect du matériel noté sur 8 points ;
- Respect des consignes de sécurité noté sur 8 points ;
- Sociabilité notée sur 6 points.

Pour l'instant, ces 130 licenciements sont une menace qui pèse sur nos têtes et sur l'ambiance dans les ateliers. Et l'avenir nous dira si, aux AOP, nous réussirons à nous mettre en travers de ce mauvais coup que Peugeot nous prépare.

Correspondant LO

CFR — Le Havre

« Greenpeace » contre les pluies acides

Lundi matin 2 avril, trois militants du mouvement « Greenpeace » se sont installés pour plusieurs nuits sur une plate-forme d'une des cheminées de la CFR (Raffinerie de Normandie), à 110 mètres d'altitude, pour protester, dans le cadre d'une action dans plusieurs pays européens, contre les diverses pollutions atmos-



échos des entreprises

• A nous de réagir

Mardi dernier, nous étions entre 200 et 300 à débrayer. Les syndicats nous ont informés en ce qui concerne les intentions de la direction : 4 jours de chômage technique pour l'instant, payés à 50 % (par nos cotisations), et 10 jours prévus dans l'année. De plus, des départs en FNE et des menaces sur l'avenir. Le tout accompagné d'un chantage du style : « Si vous n'acceptez pas le chômage technique, on licencie 74 travailleurs », en plus des 157 prévus en FNE.

Si le chômage technique est accepté par le FNE, la direction « s'engage à ne pas procéder aux 74 licenciements pendant un délai de 6 mois à compter du 1^{er} avril ». Et après ? Bref, l'avenir n'est pas rose !

Mais face à cela, aucune action concrète ne nous a été proposée.

Eh bien, vendredi 13 avril les sidérurgistes viennent manifester pour leur emploi à Paris. Et comme l'union fait la force, c'est une occasion à saisir.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alstom-Atlantique (St-Nazaire)

• Un exemple à suivre

Aux portes, la semaine dernière, en équipe 2, les travailleurs ont débrayé parce que les clowns, qui ici s'appellent agents de maîtrise, ne voulaient pas décompter un temps de panne. Après une discussion avec le blousé de l'atelier, le temps de panne était décompté.

Il n'y a pas à dire, avec le peu de tête qu'ils ont, c'est seulement ce langage-là qu'ils comprennent.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins - R5

• Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe sans jamais avoir osé le demander

Contrairement à Woody

Allen, ils ont osé ! Puisque certains candidats à l'embauche sont questionnés par un psychiatre sur leur vie sexuelle. Ils veulent sans doute s'assurer qu'on prend bien notre pied à l'extérieur, car ils le savent bien : ce n'est pas à la CRAMIF qu'on risque de le prendre !

Ce n'est pas de l'embauche, c'est de la débauche !

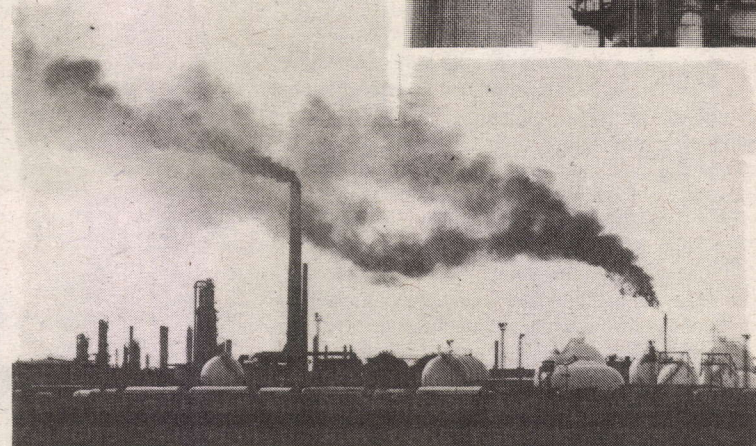
Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Caisse Régionale des Assurances Maladie de l'Île-de-France

• Au rencard !

A la chaîne de montage, nombre de balancelles sont dans un triste état. A tel point que certaines sont dotées d'un petit papier « Révision ». Les jours passent, tout passe... sauf la révision.

Le chef d'atelier de la chaîne attend-il le conseil de révision pour réformer ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault Billancourt - Département 14



phériques. Il ne fait pas chaud, le vent souffle et c'est inconfortable, mais ils y restent !

Dans un tract distribué dans plusieurs usines du Havre, « Greenpeace » explique que, si la CFR n'est pas la seule visée, « elle occupe la 7^e place au palmarès des pollueurs de l'air en France, avec 50 000 tonnes par an de SO₂ (dioxyde de soufre), qui se transforment au contact avec les nuages en acide sulfurique, avant de retomber avec la pluie, la neige... ».

Dans l'usine, des travail-

leurs du secteur leur ont manifesté leur sympathie, se promenant avec le badge « Halte aux pluies acides », et d'en bas ils leur ont fait un signe. La direction, elle, n'apprécie pas, d'autant qu'elle vient d'aménager une nouvelle entrée unique avec badges obligatoires pour rentrer, en plus de la carte CFR. Et malgré cela, ceux de « Greenpeace » se sont retrouvés avec tout un matériel en plein milieu de l'usine !

Bref, une dénonciation acide qui rend la direction amère !

Correspondant LO

Coopérative ouvrière ou société anonyme, c'est toujours l'exploitation

A Sainte-Florine, près de Brassac, à la limite de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, dans une région déjà éprouvée par la fermeture de nombreuses entreprises et les menaces de licenciements sur Ducellier, qui connaît depuis des mois un chômage technique important, le dépôt de bilan de l'entreprise Mélius noircit encore un peu plus le climat social.

Mélius, qui fabrique des appareils de transport par bandes, avec un système de rouleaux, employait 150 salariés, dont une quarantaine à Choisy-le-Roi. En octobre 1982 la direction a voulu fermer et licencier tout le monde. Mais une moitié du personnel a refusé, a occupé l'usine et a tenté de la faire vivre en s'associant, sous une forme qui tient de la coopérative ouvrière, mais qui connaît de grosses difficultés. Et les travailleurs de chez Mélius sont en train de faire l'expérience de multiples pièges de ce type de solution.

Le refus du chômage

Dès mars 1982, la direction a démissionné et un administrateur judiciaire a alors été nommé. Or il y avait des commandes, du matériel assez moderne, et les ouvriers n'ont pas accepté passivement la fermeture.

Ce fut l'occupation de l'usine de Sainte-Florine, une montée surprise à Choisy pour envahir les bureaux et faire main basse sur des machines transportables et ramenées en Auvergne, ainsi que sur le fichier du personnel et des clients. Une longue occupation des locaux, avec une journée portes ouvertes et sensibilisation du public par la presse et la télévision, appel aux élus locaux : maires, députés. Tout cela fit un certain bruit. La CGT d'Issoire installa aussi une radio locale dite « du Val d'Allier ».

Devant ces mouvements, le Conseil régional et les services préfectoraux à Clermont-Ferrand ont alors accordé des crédits sans intérêt, plus une prime à l'emploi de cent millions de centimes, et les indemnités de chômage s'ajoutèrent à ces sommes pour former un capital : chaque licencié accepta de verser six mois de ses indemnités d'Assedic. Pour trouver une direction, un appel d'offres permit de faire venir un patron de la région, intéressé à l'affaire, ainsi qu'un ingénieur.



L'usine mélius à Sainte-Florine (Haute-Loire)

Des problèmes de gestion et d'administration

Un comité de direction s'est mis en place en juillet 1983, date du redémarrage de la production, avec environ 70 salariés. Il équivaut à un comité d'entreprise qui se contente de consulter quelques représentants du personnel pour des achats de matériel. Par ailleurs, le pouvoir de décision appartient à un petit conseil d'administration composé d'un seul délégué ouvrier, mais de toute la famille du directeur qui a su placer ses parents aux postes de commande. Ainsi son beau-frère est chef du personnel et a pu monter en quelques mois une entreprise de sous-traitance. Aucun bilan n'est présenté aux ouvriers-actionnaires.

Des problèmes financiers

Les ouvriers sont juridiquement propriétaires du terrain, des bâtiments, des machines ; le tout estimé aux alentours d'un milliard de centimes, pour un investissement de départ de quelques actions à 1 000 F, théoriquement 11 actions maximum par personne. Mais les commandes impliquent, pour être satisfaites dans les délais, d'acheter du matériel et donc d'augmenter le capital.

Or, si le salaire des ouvriers est en moyenne de 4 500 F par mois, ce qui représente une bonne moyenne dans la région, celui des directeurs et cadres tourne autour de deux millions de centimes !

Pour les travailleurs, des conditions très dures

Pour maintenir l'activité de Mélius, le personnel a accepté de gros sacrifices, au début dans l'enthousiasme : les journées sont de 12 à 14

heures, mais payées 8 ! Il y a donc un beau cadeau fait au patron. Et les services préfectoraux de la Haute-Loire ainsi que l'inspection du travail ont semble-t-il fermé les yeux. Rien ne garantit que, si un grave accident se produisait, il serait pris en charge par la Sécurité sociale.

Pour ne pas « entraver » la production, le personnel a renoncé au syndicat et il n'y pas de délégué élu.

Pour l'emploi, rien n'est sûr. Pour tenir les marchés et même essayer de décrocher des commandes importantes en Afrique, en Egypte par exemple, il faut investir, acheter d'autres machines : 200 millions de centimes pour l'achat d'une poinçonneuse, mais cela risque d'entraîner cinq licenciements...

Dans les bureaux, il y avait avant la faillite deux secrétaires pour 110 personnes. Maintenant, il y a un bel ordonnateur et neuf secrétaires pour 70 salariés ! Aux remarques étonnées de certains, le directeur répond sèchement : « J'embauche qui je veux, je licencie qui je veux ». Et tout récemment, il vient de se surpasser en annonçant que les 20 minutes de casse-croûte seront supprimées, ou alors qu'il faudra les récupérer, en restant 20 minutes de plus le soir.

Le cas de Mélius montre par la négative les dangers de la participation à laquelle ont cru des travailleurs. Ils n'ont aucun contrôle réel, ils risquent de ne pas récupérer leur argent investi. Ils servent, à leur corps défendant, le patronat local qui montre en exemple les gars de Mélius : pas de grève, pas de syndicat, des heures supplémentaires fournies volontairement et gratuitement, pas de revendications de salaire.

Maintenant, l'espoir des débuts a fait place au désenchantement et à l'inquiétude : la direction veut et possède les moyens d'augmenter le capital en achetant la majorité des actions : les ouvriers actionnaires, qui ont cru pouvoir à la fois être patrons et producteurs, risquent de se voir dépouillés de leurs quelques actions, sinon même de ne plus pouvoir rester producteurs.

Correspondant LO

La direction provoque

**AZF (ex. APC)
TOULOUSE LA
DIRECTION PROVOQUE.**

Pour la première fois depuis plus d'un an, un mot d'ordre de grève a été lancé par les syndicats d'AZF pour le 4 avril.

Les revendications portent sur l'emploi (300 licenciements en contrat étalés sur 2 ans), sur les salaires (seulement 3,5 % d'augmentation en 1984) et sur l'harmonisation des statuts par le haut des 15 usines composant le groupe AZF (et non par le bas, comme voudrait nous imposer la direction).

Au début, le mot d'ordre de grève a été mal pris par les travailleurs et surtout par les 3x8. En effet, les critiques volaient bas quand les délégués ont fait le tour des ateliers de fabrication : « Depuis 1981 on vous voit plus », « Le gouvernement nous entube et vous, vous nous endormez », « 8 h de grève, ça vaut pas la peine ; c'est comme les sidérurgistes qu'il faut faire ; bientôt ça sera notre tour », « Vous nous avez fait voter pour la gauche, voilà le résultat et ce n'est que maintenant que vous vous réveillez ».

Les syndicats étaient embarrassés. Ils expliquaient que, « pour la première fois, les syndicats étaient unis » (CGT, CFDT, FO et CFTC appelant à la grève), que « si à Toulouse on faisait 8 h de grève, et non 24 h comme d'habitude, c'était à cause de la volonté des autres plates-formes » et que « sous la gauche il fallait malgré tout continuer à se battre ». En fait, ce qui a changé la détermination des travailleurs et fait en sorte que cette journée soit un succès, c'est bien l'attitude provocante de la direction elle-même.

En effet, 2 ou 3 jours avant la grève, les chefs de service et le directeur de l'usine lui-même ont aussi fait le tour des ateliers, essayant de faire pression sur les ouvriers, leur disant qu'ils n'obtiendraient rien de plus, que l'entreprise allait perdre 100 millions de francs anciens, qu'on allait perdre des commandes. Ils demandaient individuellement à chacun s'il allait être gréviste ou non-gréviste. Il n'en fallut pas plus pour que les travailleurs trouvent ça un peu fort. Et si beaucoup n'ont pas répondu directement à la direction, ils l'ont fait le jour de la grève en arrêtant la quasi-majorité des ateliers.

Cela a été une bonne leçon pour la direction. En effet elle se sentait tellement sûre d'elle qu'elle n'envisageait même pas, comme elle le fait habituellement

en cas de grève, de donner les consignes d'arrêt des ateliers de fabrication de façon à ce que la sécurité des gens et des installations soient respectées. Ce coup-ci, elle comptait sur les non-grévistes pour continuer à faire tourner la fabrication. Mais devant le tollé général que cela a produit et vu les risques qu'elle prenait, la direction a reculé. De fait, elle avait amené les rares travailleurs non convaincus à rejoindre le mouvement de grève.

Parallèlement à cela, la direction proposait aux syndicats le chantage suivant : « Faites grève mais laissez le NR (atelier principal alimentant tous les autres) en production et je donne 10 millions anciens pour la sécurité ». Ce qui a été unanimement rejeté.

Ainsi, le jour de la grève, l'usine était arrêtée. Aux piquets de grève, le directeur est venu faire plusieurs fois son cinéma, vantant la liberté du travail, essayant de faire rentrer les camions de chargement, c'était en vain. Comme il l'expliquait lui-même aux petits patrons des entreprises extérieures empêchés de rentrer avec leurs ouvriers par les grévistes : « Aujourd'hui, ce n'est pas moi qui fais la loi, ce sont eux ».

Alors, si beaucoup de travailleurs d'AZF ont voulu marquer leur mécontentement par rapport à l'attitude des syndicats et la politique de la gauche en boudant au début le mot d'ordre de grève, ils se sont montrés déterminés après l'attitude méprisante de la direction. Il n'en reste pas moins que, pour beaucoup d'entre eux, cette grève ne doit pas rester sans lendemain.

Correspondant LO.

Rectificatif

Nous tenons à rectifier un certain nombre d'erreurs qui se sont glissées dans notre dernier article intitulé : « **AZF ex APC : on restructure sur le dos des ouvriers** ».

AZF (ex-APC) est une filiale à 100 % de CDF-Chimie (Charbonnages de France-Chimie). Ce nouveau nom fait suite à sa fusion avec la GESA (Générale des Engrais), après la restructuration de l'industrie chimique il y a quelque temps.

Sur un effectif total sur l'usine de 1 100 personnes, il y a 700 ouvriers et employés dont 500 postés en continu en fabrication.

Deux des ateliers mentionnés dans le précédent article sont : NA (Nitrate d'Ammonium), qui produit par jour 1 000 tonnes d'engrais azotés, et NR (Nouveau Réforming), qui produit autant d'ammoniaque. Avec nos excuses...

« La guerre de mille ans »

de Jonathan Randal

En tant que correspondant itinérant du *Washington Post*, le journaliste américain Jonathan Randal a séjourné longtemps au Liban durant l'interminable guerre civile que ce pays connaît maintenant depuis 1975. Il en a vécu, souvent de très près, les événements.

Son livre est donc d'abord un reportage sur ce qu'il a vu. Il retrace les principales étapes de ce conflit, les évoque à travers de nombreuses anecdotes personnelles qui donnent une idée de son horreur et de son absurdité.

Mais en même temps, Jonathan Randal cherche à indiquer quelques-unes des racines historiques et des raisons politiques du drame libanais. Entre autres, il relie celui-ci à la politique traditionnelle des dirigeants chrétiens maronites.

Cette minorité religieuse réfugiée dans la montagne libanaise, qui tire son nom de celui d'un ermite du V^e siècle, chercha très tôt la protection des puissances européennes face à la tutelle des sultans musulmans. La France, notamment, y trouvant son intérêt, s'institua la « protectrice des Chrétiens du Liban ». Au nom de la défense d'une communauté chrétienne entourée d'une population musulmane, elle put ainsi justifier une présence militaire, politique et économique, de plus en plus envahissante. En 1860, une expédition française fut organisée pour « protéger » les chrétiens maronites aux prises avec les Druzes. La présence française s'appesantit encore, pour aboutir après la guerre de 1914-1918 et le dépeçage de

l'Empire ottoman à l'instauration du mandat français qui devait durer jusqu'en 1943.

A la faveur de cette politique, la communauté maronite devint pour l'impérialisme occidental au Moyen-Orient une véritable tête de pont. L'Etat libanais, dans ses frontières d'aujourd'hui, fut créé de toutes pièces par la France coloniale, pour offrir aux dirigeants maronites une assise économique et politique. Il contenait en germe tous les conflits d'aujourd'hui.

Jonathan Randal montre assez bien l'enchaînement de ces conflits, les situe dans le contexte international en montrant comment, après la France, d'autres puissances comme Israël, les Etats-Unis, la Syrie, s'élevèrent tour à tour en protecteurs de l'Etat des privilégiés maronites, jouèrent leur rôle dans l'aggravation et l'internationalisation de la guerre du Liban.

Il ne faut pas chercher dans ce livre autre chose qu'un ouvrage de journaliste. Son analyse politique se borne à constater les responsabilités d'un certain nombre d'hommes politiques, reprochant entre autres à Reagan d'avoir commis un certain nombre de bêtises. Mais sous une forme facile à lire, il permet néanmoins de prendre connaissance de bon nombre d'éléments et de faits qui ont composé le conflit libanais.

Guy FICHET

La guerre de mille ans de Jonathan Randal. Ed. Bernard Grasset. 324 pages. 85 F.

« Les petites Espagnes »

de J.P. Chabrol et Claude Marti

Ils se sont mis à deux, Claude Marti, le chanteur-poète occitan et Jean-Pierre Chabrol, le romancier cévenol, pour écrire ce roman à deux personnages. Chacun le sien sans doute : Elie l'instituteur cévenol, à la retraite, ancien maquisard durant la guerre, et Camillo, espagnol par sa mère, qui brûle d'envie de retrouver ses racines ibériques.

Elie aussi a de bonnes raisons d'aller en Espagne. Son maquis d'autrefois était dirigé par un réfugié espagnol de la Guerre civile, « El Taban », lequel, une première fois en 1944, puis à nouveau en 1946, tenta d'implanter des guérillas dans l'Espagne de Franco, dans l'espoir de faire tomber le dictateur « à une époque où fûrers, ducs, gauleiters et tyrans dégringolaient ». « El Taban » avait survécu à l'aventure mais elle lui avait valu de longues années de prison.

Alors qu'est-ce qui empêche,

aujourd'hui que le franquisme n'est plus, de passer de l'autre côté de la frontière ? Et sur un coup de tête, les deux copains font ce qu'ils avaient envie depuis longtemps, passent les Pyrénées et remontent le temps et les souvenirs, l'un à la recherche de son village maintenant abandonné, l'autre à la recherche des maquis, de l'aventure et de ses amours de jeunesse.

L'Occitanie a la nostalgie de l'Espagne d'autrefois, celle de la Guerre civile, celle de la tradition de lutte du peuple, qui remonte même aux guérillas anti-napoléoniennes.

Un livre sentimental plus que politique, chaleureux, amer, qui fait revivre tout un « climat » du passé.

Marie ANTONIN

Les petites Espagnes de Jean-Pierre Chabrol et Claude Marti. Ed. Grasset. 295 pages. 85 F.



« L'enfant double »

de G.-E. Clancier

Dans ce livre, l'auteur du *Pain noir* raconte son enfance à Limoges, de sa naissance en 1914 jusqu'au moment de son entrée en sixième. Cette enfance double se déroule parallèlement dans le milieu petit-bourgeois des parents et dans celui des grands-parents, composé d'ouvriers et d'artisans. Et c'est ce dernier qui a manifestement les préférences de l'enfant. Visites à la chocolaterie où travaillent les grands-parents, rondes nocturnes pour surveiller les machines, jardins des faubourgs, petites voisines, famille aux multiples ramifications, aux membres pittoresques, volontiers anticléricaux et socialistes, promenades à la campagne, parties de pêche, pauvreté et solidarité : tout cela a marqué profondément l'auteur, qui s'en est inspiré dans *Le pain noir*. La vie des parents, si soucieux de respectabilité, est loin d'offrir le même attrait.

Contés sans prétention mais non sans humour, ces souvenirs d'une enfance heureuse forment un livre sympathique.

Vincent GELAS

L'enfant double de Georges-Emmanuel Clancier. Ed. Albin Michel. 267 pages. 59 F.

« La troisième vérité »

de L. Borodine

L'auteur de ce livre fut condamné, en mai 1982, à 10 ans de prison assortis de 5 ans de relégation pour « agitation et propagande anti-soviétique ». Il avait déjà purgé une peine de 6 ans d'emprisonnement, de 1968 à 1974, pour avoir fait partie de l'Union sociale chrétienne pour la libération du peuple russe.

La troisième vérité nous raconte la vie de deux hommes dissemblables mais qu'une profonde amitié relia toute leur vie. Le livre débute à la fin des années cinquante quand ces deux hommes se retrouvent après 25 ans de séparation. 25 années qu'Ivan Riabinine, garde-forestier, a passées dans un camp condamné pour avoir pris à braconner un responsable du régime.

L'histoire de Riabinine, et la sienne propre, nous est racontée par Sélimanov, un homme solitaire, asocial, qui a vécu toute sa vie dans la taïga sibérienne, le plus loin possible des hommes, avec pour seule compagnie les animaux et la taïga. Son amitié, il ne l'a donnée qu'à un homme, Riabinine. Sélimanov est hostile au régime. Il a vécu la Révolution russe, mais s'en est tenu à l'écart, mettant « Rouges » et « Blancs » dans le même sac.

Riabinine, par contre, ne fut jamais hostile au régime, du moins jusqu'à son arrestation.

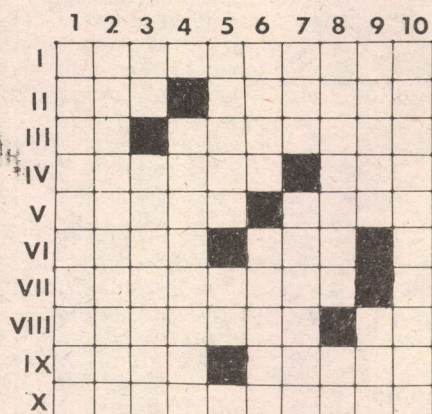
Borodine ne raconte pas grand-chose de la vie de ces deux chasseurs aussi bien dans les années qui ont suivi la révolution, que dans les années cinquante. Il s'attache beaucoup plus à nous montrer les liens qui se sont tissés entre ses deux héros qui, bien que très différents, ont un même amour, la taïga, et que Borodine dépeint avec chaleur.

Face au pouvoir stalinien, les seules voies que Borodine semble offrir à la population sont celles empruntées par ses deux héros : soit celle de Sélimanov qui vit replié dans son microcosme, soit celle de Riabinine qui met tous ses espoirs dans une libération qui viendrait de dieu. Deux voies tournées vers le passé, pas vers l'avenir, tout comme l'est ce livre qui, malgré toute sa poésie, reste avant tout marqué par la nostalgie d'un passé révolu.

Marie-Claude SOLAC

La troisième vérité de Léonide Borodine. Ed. Gallimard. 117 pages. 75 F.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Aime la bonne chair. II. Rendue à la fin. Cache-sainte. III. Miroir africain. Avouais. IV. Evoque Gérard Philipe. Fin de pages. V. L'argent n'en a pas. Mieux vaut ne pas être dans sa ligne. VI. Mieux vaut l'avoir bien faite. Demi-gallinacé. VII. Qui met à sec. VIII. N'a pas les mêmes propriétés physiques. Pronom. IX. Fameux repas. Pas romain. X. Sectaire.

VERTICALEMENT. — 1. N'est chauve qu'au théâtre. 2. Enflammées. 3. Une sur huit. Entretiennent le cuir. 4. Qui peut enflammer. 5. Prise entre amis. Points. 6. On peut compter dessus. Montrai qu'on ne pouvait compter dessus. 7. Terre à colorer. Pas grand-chose. 8. Fait travailler les méninges. Pas grand-chose dans une vie. 9. A voir à l'œil. Fils exotique. 10. Remise sur pied.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	G	R	I	V	E	L	E	R	I	E
II	R	E	C	I	T	A	T	I	O	N
III	O	L	I	V	E		U	R	N	E
IV	G	I	R		I	D	E			E
V	N	E	R	E	E		I	S	E	
VI	E	R	E		R	E	A		V	A
VII	M		N	E	R	O	N		A	V
VIII	E	L	E	G	A	N	T	E	S	
IX	N	I		E	T		E	P	E	E
X	T	E	R	R	A	S	S	I	E	R

« Hospitalité française »

de Tahar Ben Jelloun

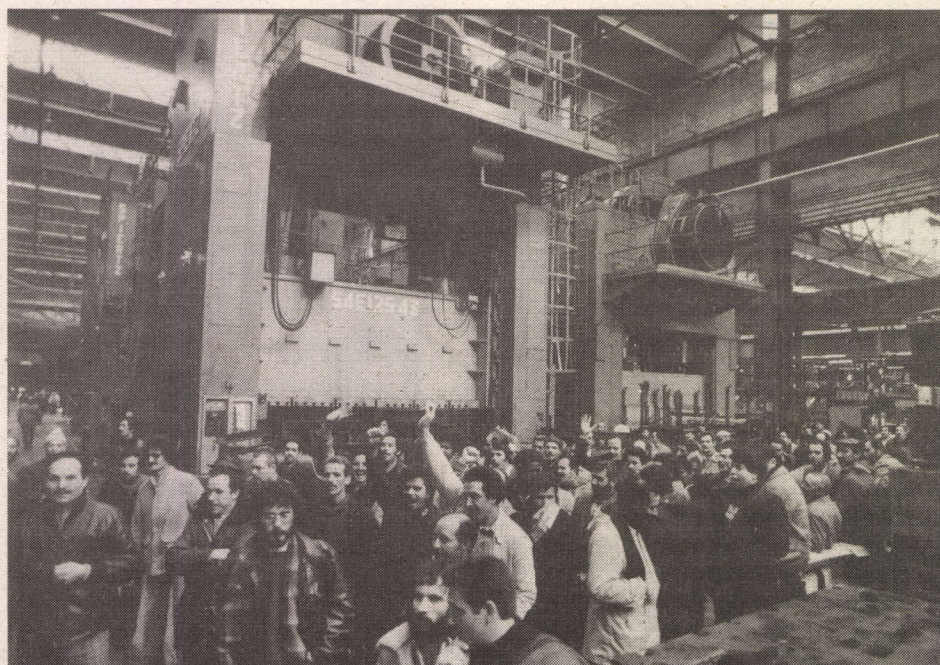
Ce livre de Tahar Ben Jelloun, écrivain marocain et journaliste au *Monde*, se présente d'abord comme un commentaire contre le racisme quotidien qui vise les travailleurs immigrés en France. Un commentaire qui, selon son auteur, a été écrit sur le vif, comme une réponse à la montée des sentiments racistes.

Bien que les préjugés racistes soient aujourd'hui aggravés par la crise, Ben Jelloun montre à quel point ils sont anciens. Il énumère ainsi la longue liste des meurtres de travailleurs immigrés assassinés au cours des deux dernières années. Mais il rappelle aussi que, dans ce domaine, c'est certainement la police française qui détient une espèce de record, après les quelque soixante morts officiellement recensés au lendemain de la manifestation organisée à Paris par le FLN en octobre 1961.

Dénonçant les arguments racistes qui servent à justifier les conditions de vie précaires qu'on impose aux travailleurs immigrés, Ben Jelloun rappelle comment chaque fois qu'il a manqué de main-d'œuvre, que ce soit en période de guerre ou d'expansion économique, le patronat français est allé les chercher, en envoyant ses sergents recruteurs dans les villages maghrébins. Et, aujourd'hui, ajoute Ben Jelloun, le problème n'est plus seulement celui de ces centaines de milliers de travailleurs transplantés, c'est aussi celui de centaines de milliers de jeunes qui sont nés ici, qui n'ont plus aucun lien avec le Maghreb, et que certains prétendent quand même renvoyer dans leur « pays ».

Au passage Ben Jelloun dénonce la complicité des Etats maghrébins qui vivent eux aussi en quelque sorte de l'émigration, grâce aux devises que les travailleurs immigrés envoient à leurs familles, et qui redoutent par ailleurs le retour de ces centaines de milliers d'ouvriers qui pourraient bien constituer une menace pour les dictatures en place.

Quant au gouvernement socialiste, son arrivée au pouvoir a suscité bien des espoirs parmi les travailleurs



immigrés. Mais, dénonce Ben Jelloun, son attitude a été surtout marquée par la volonté, partagée d'ailleurs par l'ensemble des partis de gauche, de ne pas aller à contre-courant des préjugés racistes. Et s'il a effectivement pris un certain nombre de mesures en faveur des travailleurs immigrés, il les a aussi désignés à la vindicte des mécontents, et en particulier de ses propres policiers, en déclenchant la chasse aux « sans-papiers ».

Les faits que dénonce Tahar Ben Jelloun sont incontestables, et on ne peut que s'associer à sa dénonciation. Mais les conclusions qu'il en tire et les solutions qu'il propose sont très contestables : « *Le projet d'insertion (des immigrés), écrit-il, — avec cependant une politique plus souple de retour volontaire — est une idée qu'il va falloir faire admettre à la société française. Un travail sur les mentalités s'impose : les intellectuels pourraient déjà ouvrir le débat et participer à répandre l'idée, à la rendre plus familière, à faire tomber la muraille de méfiance et de préjugés* ». Après tous les faits révoltants qu'il rapporte, Ben Jelloun voudrait faire croire que c'est

avec des bonnes paroles que l'on peut lutter contre le racisme.

« *Ne faudrait-il pas se mobiliser pour réclamer une nouvelle politique de l'information, impliquer davantage l'immigré dans une forme nouvelle d'hospitalité, le mettre à l'aise* », ajoute Ben Jelloun en guise de conclusion. C'est-à-dire que là aussi Tahar Ben Jelloun en reste aux bonnes paroles et à des vœux pieux.

Au bout du compte, ce livre de Tahar Ben Jelloun vaut surtout par ses quelques chapitres dénonciateurs et incisifs. Mais Tahar Ben Jelloun cherche à trouver des remèdes contre le racisme en faisant abstraction du fait que les travailleurs immigrés dont il parle font partie de la classe ouvrière et que leur sort matériel et moral est lié à l'existence d'une société d'exploitation. Il ne voit pas que poser les problèmes de la lutte contre le racisme indépendamment des problèmes des luttes de la classe ouvrière pour diminuer et supprimer l'exploitation est une impasse.

M.B.

Hospitalité française de Tahar Ben Jelloun. Ed. du Seuil. 59 F.

• « L'addition »

de Denis Amar

Elle fauche dans une grande surface une boîte de caviar, elle est jeune et jolie, et le voilà, lui, en prison, pour avoir pris son parti contre des vigiles.

Elle, c'est Patty, une jeune Colombienne qui travaille dans une ambassade, lui, Bruno, un acteur de théâtre.

Deux mois de prison à tirer, ce n'est pas pour affoler Bruno qui y voit, pour quoi pas, une expérience.

Mais tout se gâte quand il est témoin, malgré lui, d'une évasion car le gardien, Lorca, blessé au cours de l'incident, l'accuse de complicité.

Et c'est alors un engrenage qui enferme Bruno dans un véritable cauchemar : un duel entre ces deux hommes, entre Bruno qui ne comprend rien à cette situation absurde et Lorca, un refoulé qui prend plaisir au rôle de bourreau, le tout dans une prison modèle, aseptisée, sous contrôle constant des caméras.

D'après les propres déclarations de l'auteur, dans une interview donnée à la télévision, il ne s'agit pas à proprement parler d'une critique du système carcéral et judiciaire, et la prison qui sert de cadre à l'essentiel du film est plus futuriste que réelle. Il s'agit simplement de décrire comment un simple incident banal peut transformer un homme comme tout le monde, en victime non seulement d'une machine mais surtout des individus plus ou moins tarés que peut abriter cette machine.

Et moyennant des acteurs qui donnent de la vraisemblance aux personnages, le film y réussit pleinement.

Julie RENOIR

Forum Arc-en-Ciel 1^{er}. Rex 2^e. UGC Montparnasse 6^e. Odéon 6^e. Biarritz 8^e. Ermitage 8^e. UGC Boulevard 9^e. UGC Gare de Lyon 12^e. UGC Gobelins 13^e. Mistral 14^e. Sept Parnassiens 14^e. UGC Convention 15^e. Trois Murat 16^e. Images 18^e. Secrétan 19^e.

Reprise :

« Sueurs froides »

d'Alfred Hitchcock

Qu'une femme puisse être habitée par une autre personne qui a vécu cinquante ans plus tôt, qu'elle n'a pas connue, dont elle ignore même l'existence, mais dont elle reproduit les manières pour la suivre dans son destin tragique, voilà qui a de quoi surprendre l'esprit positif de John Ferguson, policier en retraite pour cause de vertige.

Pourtant le spectateur finit par accepter peu à peu l'hypothèse fantastique que lui suggère Hitchcock qui tisse une atmosphère étrange par l'accumulation de détails filmés avec un soin méticuleux.

Des moments très lents, au cours desquels surgit le personnage attachant de Madeleine qui semble vivre un rêve éveillé, alternent avec des rebondissements brutaux pour finir sur un retournement complet où enfin tout s'explique. Ce n'est pas seulement l'intrigue qui progresse comme dans un film policier ordinaire, mais c'est la personnalité même des acteurs, surtout celle de Kim Novak qui se transforme, à travers les situations qu'ils vivent.

Alain LEMOINE

Forum Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Ciné Beaubourg-Les-Halles 3^e (vo). St-Michel 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Monte-Carlo 8^e (vo). Paramount City Triomphe 8^e (vo). Action Lafayette 9^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Paramount Bastille 12^e. Paramount Galaxie 13^e. Paramount Montparnasse 14^e (vo et vf). Convention St-Charles 15^e. Clichy Pathé 18^e.

THEATRE

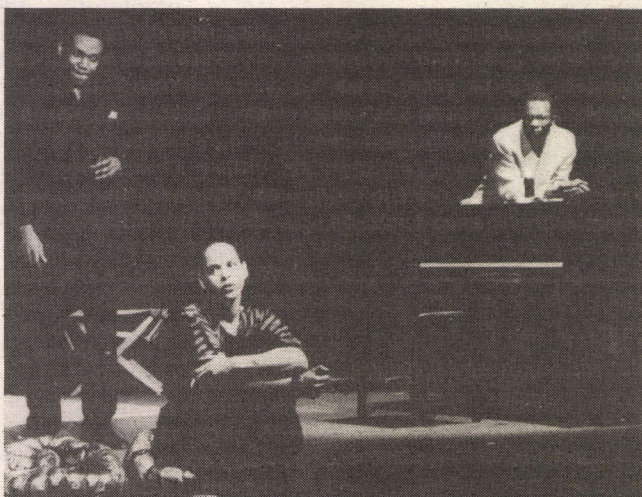
« Ne m'appellez jamais nègre »

Par la Compagnie des Griots d'Aujourd'hui

La Compagnie des Griots d'Aujourd'hui est une jeune troupe qui joue sa première pièce.

Une soirée chez une Antillaise, Félicie, regroupe des Noirs d'origines différentes : des Antillais, un Noir américain, un Noir africain, un Noir européen. Il y a les Antillais qui ont « réussi », et qui en sont fiers, se sentant différents et supérieurs aux Africains, telle cette coiffeuse toute fière d'avoir pu se monter son salon, ou ce footballeur devenu célèbre et adulé, ou encore Félicie, se sentant européenne, presque française, car elle a un grand-père français. Il y a ceux qui revendiquent leur condition de Noirs : le Noir américain, ancien membre des Black Panthers, une Antillaise, petite amie du footballeur et qui lui assène ses quatre vérités pour s'être fait acheter par les Blancs et avoir dormi en Afrique du Sud dans un hôtel pour Blancs. Le Noir africain est conscient du sous-développement de l'Afrique et de son exploitation, mais il a vu mourir son frère pour s'être révolté, et a choisi de s'insérer. Il se fait traiter de petit-bourgeois.

Malgré quelques longueurs et certains passages très déclamatoires qui font quelquefois l'effet de leçons politiques, la pièce est intéressante par ce qu'elle montre des rapports entre Antillais et Noirs, leurs problèmes, leurs angoisses. Cela



prend souvent l'allure d'un psychodrame où chacun remet en cause les certitudes de l'autre, mais quelques passages sont très poignants.

Laurence VINON

18 Théâtre. 16, rue Georgette Agutte. Paris 18^e. Jusqu'au 29 avril à 21 h. Prix : 50, 40 et 30 F.

« Biquefarre »

de Georges Rouquier

Biquefarre fait suite à un autre film de Georges Rouquier tourné dans un petit village de l'Aveyron en 1945, qui s'appelait *Farrebique* et qui montrait la vie du village, « exactement la même qu'en 1850 », dit Georges Rouquier.

Quelques images en noir et blanc nous rappellent ce film, cette époque où l'on puisait l'eau et cuisait son pain.

Aujourd'hui, dans le même village, le film montre les paysans au travail, soumis aux rythmes de la mécanisation, comme à l'usine : il montre l'élevage en batterie, la traite mécanique, l'épandage d'engrais. Il faut prendre la moissonneuse quand elle arrive, même de nuit.

Pour tenir, les agriculteurs doivent s'endetter et chercher à s'étendre : « 20 hectares, ce n'est pas assez pour rentabiliser les machines ».

Mais le film est aussi l'histoire de la vente d'une propriété par un paysan, Raoul, qui part à la ville. La lutte est sévère pour savoir qui achètera. Raoul fait monter les prix, mais pas trop : il a des principes, qu'il défend en réunion à la salle des fêtes : « La terre doit aller à celui qui en a le plus besoin ». Et c'est la ferme voisine de Farrebique qui en a le plus besoin.



Le film est fait de dialogues courts et bien sentis.

Les personnages font très vrais et d'ailleurs ce sont des habitants de la commune.

Sans temps morts, ce film est à la fois un document et une histoire de la terre aveyronnaise

aujourd'hui racontée par un homme qui l'aime et la connaît bien.

Michel BROUSSE

Gaumont les Halles 1^{er}. Saint-André-des-Arts 6^e. Olympic Balzac 8^e. Olympic Entrepôt 14^e.

« Tendres passions »

de James Brooks

Pas d'originalité choc dans le film *Tendres passions* avec Shirley Maclaine et Jack Nicholson, qui vient pourtant de rafler six oscars à Hollywood cette année. C'est même plutôt conventionnel, cette histoire de mère et de fille. Coup de caméra sur leur passé commun puis sur leurs deux vies parallèles de petites-bourgeoises américaines : un confort feutré pour Aurora, la mère, et les soucis de jeune mère au foyer pour Emma la fille, un peu coincée — mais elle l'a voulu et choisi ! — par ses maternités et ses fins de mois difficiles de femme de « petit prof ».

On vit ; on se chamaille ; on se trompe et on s'aime beaucoup quand même. Tout en nuances, comme dans les bonnes vieilles recettes de grand-mère, il y a de tout un peu et à bonne dose. Ça ne suffit pas toujours pour régaler les amis s'il y manque le tour de main. Mais là, justement, l'auteur a su y faire.

C'est chaleureux, souvent drôle ou attendrissant, avec beaucoup de bons moments. Alors, ne boudez pas vos émotions. A.G.

Forum Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Paramount Marivaux 2^e. Ciné Beaubourg-les-Halles 3^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Publicis Saint-Germain 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Nation 12^e. Paramount Bastille 12^e. Paramount Galaxie 13^e. Paramount Montparnasse 14^e. Paramount Orléans 14^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). Convention St-Charles 15^e. UGC Convention 15^e. Paramount Maillot 17^e. Wepler 18^e.

Sélection télévision

Samedi 14 avril

17 h. A2. **Terre des bêtes. Capture en Assam.** Il s'agit de la capture des éléphants dans cette région où les pachydermes sont encore indispensables pour le travail dans la jungle.

17 h 50. A2. **Les carnets de l'aventure.** Consacrés cette semaine d'une part à la découverte de la forêt amazonienne et d'autre part à la traversée du Sahara.

22 h. TF1. **Droit de réponse : Créer ou crever ?** Les heurs et malheurs des créateurs d'entreprise. On en parle beaucoup, de ces « courageux »-là en cette période de licenciements. Les invités de Polac chanteront-ils la même chanson, ou dénonceront-ils le miroir aux alouettes ?

Dimanche 15 avril

17 h 30. TF1. **Les animaux du monde.** Consacré cette semaine à la manière dont différentes espèces animales protègent les premiers jours de leur progéniture.

20 h 35. TF1. **Les canons de Navarone.** Avec Gregory Peck, David Niven, Anthony Quinn, Stanley Baker. Ce film qui eut un grand succès dans les années 1960 relate les aventures d'un commando anglais qui tenta pendant la Deuxième Guerre mondiale une mission impossible pour sortir des griffes de l'ennemi allemand.

20 h 35. FR3. **Histoire de la photographie.** 5^e émission sur l'histoire de la photographie. Avec des interviews des grands de la photographie tels que Jacques-Henri Lartigue, Henri Cartier-Bresson, etc.

21 h 45. A2. **Alésia et retour.** Un document sur le quartier d'Alésia dans le 14^e arrondissement de Paris.

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit.** Cycle Pierre Chenal : **L'homme de nulle part.** La belle-mère de Mathias Pascal veut se débarrasser de son gendre peu fortuné en le faisant passer pour mort. Celui-ci profite de « sa mort » pour changer de nom et d'existence.

Lundi 16 avril

Lundi 16 avril

20 h 35. TF1. Film : **Le gitan** de José Giovanni. Avec Alain Delon, Paul Meurisse et Annie Girardot. Le réalisateur s'est fait le défenseur du peuple gitan, mais le film tombe dans le mélodrame.

20 h 35. FR3. **Cinéma, cycle « Rions français » : Ne nous fâchons pas** de G. Lautner. Avec Lino Ventura, Mireille Darc et Jean Lefebvre. Les mésaventures de Antoine Beretto, ancien truand à la retraite obligé de reprendre du service.

20 h 35. A2. **Le grand échiquier,** avec Philippe Chatrier, grand organisateur de tennis en France. Une émission où ne sont pas invités ceux qui dénoncent « les gros sous » de l'affaire-tennis !

Mardi 17 avril

20 h 35. TF1. **Les mardis de l'information.** Avec, entre autres, un reportage sur un soldat de 2^e classe, Alexei Kovalev, de l'armée soviétique. Ainsi qu'un reportage sur Dien Bien Phu, trente ans

après : un récit de la bataille raconté par un combattant vietnamien et un combattant français.

20 h 35. FR3. **Cinéma : Ahanti** de Richard Fleischer. Un film d'aventures qui a l'utilité de rappeler brutalement que le trafic des esclaves existe toujours.

20 h 40. A2. **Cinéma : L'étoile du Nord,** avec Simone Signoret, Philippe Noiret, Fanny Cottenson. D'après un roman de Simenon **Le locataire.** C'est l'attrance qu'éprouve une vieille femme qui n'a jamais quitté son Charleroi natal, pour un homme au passé d'aventurier qui vient d'un pays de soleil, Edouard, venu un temps s'installer chez elle.

21 h 45. TF1. **Suite Flamenca.** Les amateurs de flamencos ne doivent pas rater cette suite flamenca où Antonio Gadès et Cristina Hoyos nous montreront leur savoir-faire.

Mercredi 18 avril

20 h 35. A2. Les enquêtes du commissaire Maigret : **Maigret se défend.** Téléfilm tiré d'un roman de Simenon avec Jean Richard dans le rôle de Maigret.

22 h 30. FR3. **Téléfilm : Dernier amour** produit par FR3 Picardie. Une histoire un peu compliquée mais bien menée et bien jouée, paraît-il.

Jeudi 19 avril

20 h 35. A2. **La saga du parrain.** 4^e épisode du feuilleton tiré des films de Coppola.

21 h 30. A2. **L'histoire en question.**

Une émission d'Alain Decaux : **Suez 56.** En 1956, les impérialismes anglais et français intervenaient militairement après que Nasser a annoncé sa décision de nationaliser le canal de Suez. A l'aide de documents d'archives et grâce à un tournage sur les lieux mêmes, Alain Decaux retrace le déroulement des opérations, mais aussi le retrait peu glorieux et l'échec cuisant de la France et l'Angleterre lorsque les Etats-Unis leur ordonnèrent de cesser ce « petit jeu ».

22 h 30. TF1. Film : **Le saut dans le vide** de Mario Bellochio (1979). Avec Michel Piccoli et Anouk Aimé. Drame psychologique italien : les rapports compliqués d'un avocat et de sa sœur « vieille fille », tous deux approchant de la cinquantaine.

Vendredi 20 avril

20 h 35. FR3. **Tsahal la fronde de David.** Un reportage sur l'armée israélienne, son fonctionnement, ce qu'elle représente pour la population etc. Un reportage à la gloire de l'armée israélienne vante purement et simplement ses mérites.

21 h 40. A2. **Apostrophes.** En ce vendredi saint vous n'échapperez pas au « comment devenir un saint ». Avec pour invités une brochette d'évêques, abbés, etc.

21 h 50. TF1. **Haroun Tazieff raconte « sa » Terre.** 2^e épisode d'une série de 7 émissions, consacrée à la « mécanique de la Terre ».

23 h 05. A2. **Ciné-Club. Cycle Howard Hawks : Le harpon rouge.** Ce film qui date de 1932 décrit le rude milieu des marins, leurs mœurs, leurs lois, leurs codes.

« Vent de sable »

de Lakhdar Hamina

Lakhdar Hamina, le réalisateur de *Le vent des Aurès* et de *Chronique des années de braise*, a choisi le désert algérien comme cadre de son dernier film.

Le vent, qui souffle et ensable régulièrement les cultures que les habitants de l'oasis essaient péniblement de faire pousser, apporte avec lui la misère, le désespoir, la folie...

Sans cesse les hommes sont contraints de ramasser le sable et de le porter plus haut sur les collines, sous une chaleur torride, pendant que le fou du village proclame que c'est bien fait pour eux et que le vent punit leur méchanceté.

Dans cette société repliée sur elle-même, tous s'épient et veillent jalousement sur l'honneur de leur femme et sur ce qu'ils considèrent comme leur seule richesse : les garçons.

Qu'une jeune femme mariée regarde un jeune homme un bref instant et elle est perdue... Qu'une autre n'ait que des filles et elle risque de se faire battre et répudier.

Pour dénoncer l'oppression dont les femmes sont les victimes, Lakhdar Hamina s'est inspiré de ce qu'il a connu : « *Jusqu'à la disparition de mon père je n'ai connu ma mère qu'enfant. Et tous les dix mois, hurlant, les poignets accrochés à une corde, pour accoucher. C'est ainsi que l'on faisait, que l'on fait encore. Et quelques minutes après avoir été délivrée (drôle d'expression !), horriblement frappée par mon père, à coups de ceinturon militaire, modèle 38, parce qu'elle avait mis au monde une fille, pas un garçon ! Et j'oublierais ces atrocités ?* »

Et je pardonnerais à mon père ?

Des années et des années, je n'ai eu qu'une envie, montrer ce que ma mère avait connu : la cérémonie atroce des épousailles, par exemple, dans mon village. Les vierges enfermées dans une case et, au signal, les maris se précipitant, luttant à qui pourrait agiter le premier le chiffon ensanglanté, preuve que la besogne (d'amour ?) avait été virilement accomplie, et les matrones, derrière eux, venant voir s'il n'y avait pas eu de fraude ».

La violence des images rebute peut-être certains spectateurs, mais elle n'est pas gratuite.

La lenteur du film fait ressortir la pesanteur d'une vie répétitive, sans espoir, pleine d'amertume écrasée par la tradition islamique.

Et si le film commence par une curieuse scène se passant aujourd'hui dans une université algérienne où se presse une foule de jeunes femmes occidentalisées, scène complètement plaquée sur l'histoire, ces images semblent destinées à apaiser la censure algérienne, avec laquelle le metteur en scène se plaint d'avoir déjà eu de multiples démêlés, expliquant par ailleurs que l'oppression de la femme en Algérie est loin d'être terminée.

Un film accusateur, qu'il faut aller voir.

Joëlle GERARD

Gaumont Richelieu 2°. St-Germain Huchette 5° (vo). Bonaparte 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Delta 9° (vo). Lumière 9°. Bienvenue 15° (vo). Gaumont Convention 15°. Clichy Pathé 18°. Gambetta 20°.



nouvelle du fils — baptisée *Harry* du nom de son père — en la qualifiant de « drôle et émouvante ». Et c'est bien ainsi qu'on peut qualifier ce film souvent un peu « mélo », où l'on voit en arrière plan l'Amérique des gens simples, leur vie quotidienne, où chacun se débrouille du mieux qu'il peut.

Laurence VINON

Forum Orient Express 1° (vo). Gaumont Richelieu 2°. Paramount Marivaux 2°. Paramount Odéon 5° (vo). Publicis Elysées 8° (vo). Paramount Opéra 9°. Paramount Bastille 12°. Fauvette 13°. Paramount Montparnasse 14°. Paramount Orléans 14°. Sept Parnassiens 14° (vo). Convention St-Charles 15°. Passy 16°. Paramount Maillot 17°. Clichy Pathé 18°.



Sélection

Dans les salles parisiennes

Films récents...

CARMEN.
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Rugiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Gaumont-les-Halles 1°. Berlitz 2°. Gaumont Richelieu 2°. Vendôme 2°. Hautefeuille 6°. Pagode 7°. Colisée 8°. Gaumont Champs-Élysées 8°. Athéna 12°. Gaumont Sud 14°. Miramar 14°. Kinopanorama 15°.

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5°. Saint-Ambroise 11° (horaires spéciaux).

LE BAL.
d'Ettore Scola.

Film de la pièce du Théâtre du Campagnol. Une façon pleine de vie et d'émotion de conter l'histoire au travers des bals populaires.

UGC Opéra 2°. Studio de la Harpe 5°. Gaumont Ambassade 8°. Sept Parnassiens 14°.

LES CAVALIERS DE L'ORAGE.
de Gérard Verger.

De la Haute-Provence aux Dardanelles, entre 1914 et 1917. Des paysages splendides, des épisodes de guerre, l'impact de la révolution russe sur les soldats serbes, russes et français et l'itinéraire d'une jeune femme médecin qui choisit d'agir selon sa conscience.

Berlitz 2°. Gaumont Ambassade 8°.

ET VOGUE LE NAVIRE.
de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914.

Studio de la Harpe 5° (vo).

LOCAL HERO.

de Bill Forsyth avec Burt Lancaster. Une fable pleine d'humour dans laquelle des hommes d'affaires américains se transforment peu à peu au contact des habitants d'un village écossais.

Forum Orient Express 1° (vo). Quintette 5° (vo). 14 Juillet Parnasse 6° (vo). George V 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). Montparnasse Pathé 14°. 14 Juillet 15° (vo).

POLAR.
de Jacques Bral.

Un petit détective privé propulsé dans une affaire qui le dépasse...

Ciné Beaubourg Les Halles 3°. Saint-Germain Village 5°. Olympic 14°.

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1984 d'Alan Johnson : George V 8° (vo).

Version 1942 d'Ernst Lubitsch : Saint-André-des-Arts 6° (vo).

LAISSE BETON.
de Serge Le Peron.

Deux mômes perdus dans le béton des banlieues parisiennes... Logos 5°. Olympic Luxembourg 6°.

LES COPAINS D'ABORD.
de Lawrence Kasdan.

Les retrouvailles d'un groupe d'Américains, ex-contestataires opposés à la guerre du Vietnam. UGC Opéra 2° (vo). Odéon 6° (vo). Rotonde 6° (vo). Biarritz 8° (vo). Marbeuf 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). Gaumont Sud 14°.

... et moins récents

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage... Capri 2°.

DIVORCE A L'ITALIENNE.
de Pietro Germi.

Les mille et un moyens pour supprimer sa femme. Très drôle. Olympic Luxembourg 6° (vo).

TOOTSIE.

de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer bien des préjugés. Opéra Night 2°.

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.
de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Reflet Quartier Latin 5° (vo).

LA STRADA.

de Federico Fellini.

Une jeune fille un peu simple partage la destinée d'un forain sur les routes d'Italie. Champ 5° (vo).

FENÊTRE SUR COUR.
d'Alfred Hitchcock.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe des choses très curieuses chez ses voisins d'en face...

Movies les Halles 1° (vo). Capri 2°. St-Michel 5° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo). Miramar 14° (vo).

« L'affrontement »

de, et avec, Paul Newman

Les rapports difficiles d'un fils et d'un père qui s'aiment très fort, tel est le fil conducteur du film *L'affrontement*, maladroite traduction française et qui ne rend pas l'atmosphère du film, du titre original *Harry and son*.

Le père, veuf depuis deux ans, conducteur de grues, perd son travail à la suite de fréquents malaises qui lui troublent la vue. Il manque d'ailleurs de provoquer un accident mortel. Il ne retrouve pas de travail, et le fait de tourner en rond ne lui arrange pas le caractère.

D'autant que son fils ne suit pas vraiment la voie qu'il souhaiterait pour lui : il rêve de devenir écrivain, passe des heures à taper à la machine des nouvelles qu'il envoie à des éditeurs qui n'en veulent pas. En attendant, il fait des petits boulots dont il change fréquemment, ce qui lui vaut à chaque fois une engueulade du père qui souhaite qu'il trouve quelque chose de « stable ».

Qui plus est, la petite amie de son fils est enceinte, sans qu'on sache qui est le père !

Un éditeur finira par accepter une

Un million de Brésiliens dans la rue

Ce sont des centaines de milliers de Brésiliens — un million, dit la presse — qui ont participé à la manifestation organisée par l'ensemble des partis d'opposition de ce pays, pour réclamer les élections du président de la République au suffrage universel.

Cette revendication qui est mise en avant par tous les partis d'opposition, ceux qui se situent à droite comme ceux qui se situent à gauche, est jusqu'à présent refusée par les militaires qui dirigent le pays depuis vingt ans.

En effet ces militaires qui depuis plusieurs années, et surtout depuis deux ans, ont choisi d'assouplir la dictature, qui remettent peu à peu en place un régime de type parlementaire et associent donc les partis à la vie politique, entendent rester les maîtres du jeu.

En 1982, ils ont décrété une amnistie sélective mais relativement large, ils ont réautorisé les partis (sauf le Parti Communiste et les partis d'extrême-gauche), ils ont organisé des élections générales

libres en novembre 1982 par lesquelles ont été élues à des postes de hautes responsabilités des personnalités de l'opposition. C'est ainsi par exemple que l'un des leaders de l'opposition, Lionel Brizola, est gouverneur de Rio.

Le problème des actuels dirigeants militaires vient de ce que, si aujourd'hui ils sont prêts à ce qu'un civil soit président de la République, ils voudraient que ce soit un des leurs, un homme de l'actuelle formation au pouvoir, le PDS (Parti Démocrate et Social). Or s'ils peuvent espérer que leur solution l'emporte si le futur président est élu par le Congrès, ils savent que c'est un candidat de l'opposition qui l'emportera si l'élection se fait au suffrage direct.



Il y a trois ans, une manifestation à Sao Paulo contre la répression.

Car les militaires savent à quel point leur régime est déconsidéré et usé. Ils savent que, dans ce pays où la crise économique mondiale a des répercussions dramatiques, dans ce pays endetté où les plans d'austérité succèdent aux plans d'austérité, par lesquels les militaires prélèvent tout ce qu'ils peuvent sur la population pauvre pour satisfaire les exigences des banquiers

impérialistes, la situation sociale est explosive.

Alors, il est certain que l'énorme succès des manifestations d'opposition vient de ce que toutes ces manifestations sont pour la population brésilienne l'occasion de montrer son mécontentement. Elles sont pour la petite bourgeoisie l'occasion de réclamer les libertés politiques et une politique plus

conforme aux intérêts du pays. Mais elles sont pour les classes pauvres des villes l'occasion de crier qu'elles n'en peuvent plus de la misère à laquelle les riches du Brésil et ceux des pays nantis les condamnent.

Et la situation des masses brésiliennes est telle que peut surgir à tout moment une explosion sociale.

Alors dans ce contexte, les grandes manœuvres de l'opposition pour réclamer des élections présidentielles libres sont aussi un moyen pour l'opposition, responsable devant la bourgeoisie, de canaliser la colère populaire sur une voie de garage.

Et l'un des problèmes pour les masses populaires brésiliennes est que les partis liés à la classe ouvrière semblent, même s'ils les critiquent, se ranger derrière les leaders des partis d'opposition ouvertement liés à la bourgeoisie.

NICARAGUA Reagan fait la guerre au régime sandiniste et il ne s'en cache pas

Après le dépôt d'une plainte du gouvernement sandiniste à l'ONU pour dénoncer une nouvelle fois l'agression américaine contre le Nicaragua, l'administration Reagan a fait savoir qu'elle ne tiendrait pas compte de l'arrêté de la Cour Internationale de La Haye sur les problèmes de l'Amérique centrale. L'ensemble des représentants membres de l'ONU étaient favorables à cette requête (sauf la Grande-Bretagne, qui s'était abstenue) mais les Etats-Unis ont mis leur veto au texte qui dénonçait leurs activités.

Pour Reagan et l'administration américaine, il n'est pas question de céder un pouce de terrain dans cette région du monde : « Si le Salvador tombe, explique le président des Etats-Unis (de même que Kissinger), le Honduras et le Guatemala tombent aussi. Le Mexique sera menacé ». Et dans cette conception stratégique qu'il dit « des dominos », Reagan entend renforcer la présence américaine dans cette région et soutenir, armer et conseiller l'intervention des contre-révolutionnaires nicaraguayens, les « contras ».

Mais, plus encore que cette aide directe aux « contras », c'est le minage des ports du Nicaragua par les Américains qui a soulevé les protestations, à l'ONU d'abord, dans la presse et dans les milieux politiques des Etats-Unis ensuite.

Selon les révélations faites par le *Wall Street Journal* le 6 avril, des commandos anti-sandinistes « contras » opèrent à partir d'un navire américain de la CIA, mouillant au large des eaux territoriales nicaraguayennes du Pacifique, et viennent déposer des engins explosifs dans les ports de Corinto et Puerto Sandino à l'aide de vedettes rapides. Du coup, le 11 avril, une motion a été adoptée au Sénat, demandant que la CIA ne dépense plus l'argent des contribuables à semer des bombes dans les ports du Nicaragua. Un vote très probablement motivé par la menace d'un scandale en cette période pré-électorale. Quoi qu'il en soit, le fait était donc bel et bien officiel. D'ailleurs le fait est que Reagan n'a

opposé aucun démenti aux révélations du *Wall Street Journal*.

En réalité, les dirigeants américains mènent la guerre depuis des années contre le régime de Managua, un régime qui dispose encore visiblement d'un large appui populaire, en utilisant différents moyens. D'abord ils soutiennent tous les mouvements d'opposition au régime sandiniste qui pourraient entraîner dans leur sillage les mécontents de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. C'est ainsi que, pour la galerie, pour l'opinion internationale, la Maison-Blanche affiche son désir de voir se dérouler des « élections démocratiques » au Nicaragua. C'est ce qui a fait dire dernièrement à Reagan que « le soutien aux

contre-révolutionnaires continuera jusqu'à ce que les sandinistes tiennent leurs promesses de restaurer le régime démocratique et d'organiser des élections ». Mais ce soutien aux « contras » ne se limite pas à un objectif électoral. Le Pentagone et la CIA tentent par tous les moyens de déstabiliser le régime sandiniste en apportant leur soutien aux « contras », en leur permettant de décupler leur impact dans le pays. Ainsi la CIA tient la main de ceux qui minent les ports du Nicaragua. Ainsi le Pentagone soutient les incursions qui se font au Nicaragua à partir du Honduras ou du Costa-Rica. D'après le commandant José Gonzales, de la junte sandiniste, les 8 000 mercenaires « contras » qui viennent de pénétrer au nord-ouest du pays cherchent à isoler la ville de Puerto Cabezas, afin d'y « installer un « gouvernement provisoire » qui ferait appel aux troupes des Etats-Unis ». Ainsi tous les moyens sont bons pour déstabiliser et renverser un régime qui n'a pas l'heur de plaire à Washington.

Et au nom de quoi Reagan justifie-t-il ces agressions plus ou moins officielles, alors que dans le même temps il fait mine de s'inquiéter de l'emploi des gaz de combat par l'Irak dans la guerre du Golfe ? De la même façon que lors de l'invasion américaine dans l'île de la Grenade, comme récemment, il ne peut pas présenter ces petits pays comme des

agresseurs des Etats-Unis, il agite l'épouvantail soviétique : « Croire que la pauvreté et non le communisme est à l'origine des violences régionales est une mythologie », a-t-il claironné devant le Congrès. Et il a enchaîné : « Ou nous aidons les amis de l'Amérique à se défendre eux-mêmes et nous donnons une chance à la démocratie, ou bien nous abandonnons

nos responsabilités et laissons l'Union Soviétique et Cuba déterminer le destin de notre hémisphère ».

Car ce n'est qu'en désignant un adversaire à la taille des Etats-Unis que Reagan peut espérer l'emporter et sur son opinion publique et sur le personnel politique américain qui pourrait manifester des retours de conscience.

A.J.

PARAGUAY

Le Comité français de soutien et de solidarité au peuple du Paraguay, 4-6, av. de l'Observatoire, 75006 Paris, nous communique :

Le 4 mai prochain sera la date du 30^e anniversaire du coup d'Etat par lequel le général Alfredo Stroessner a pris le pouvoir. En effet, depuis 30 ans, règnent au Paraguay la corruption, la répression, et l'état de siège y est maintenu sans interruption. Cette dictature militaire, trop souvent oubliée, est la plus ancienne d'Amérique latine.

Le Paraguay de Stroessner est devenu un repère de bandits : l'ex-dictateur Somoza y avait trouvé refuge, ainsi que d'anciens nazis tels que Mengele, Rotman, Borman, qui ont assumé le rôle de conseillers auprès de la police paraguayenne...

Notre Comité organise le 4 mai prochain une manifestation de soutien à celle qui aura lieu le même jour à Asuncion (capitale du Paraguay), appelée par l'Accord National qui regroupe les partis d'opposition au régime.

Depuis 30 ans, tout mouvement de protestation est systématiquement réprimé. Cependant, une manifestation de grande ampleur a eu lieu il y a quelques semaines, pour la première fois sans répression. On observe en ce moment un certain affaiblissement du régime, dû à la forte crise économique, à des conflits au sein du gouvernement et au fait que la dictature ne peut plus compter sur l'appui de ses voisins argentins.

Cette manifestation partira de l'esplanade de l'Ecole Militaire, le vendredi 4 mai 1984, à 18 heures.